

SUPPLEMENT I AU NUMERO QUARANTE ET UN DE "NOIR ET ROUGE" - MAI 1968

**L' AUTOGESTION
L' ETAT**

**ET LA
REVOLUTION**

L'AUTOGESTION

CENTRE DE RECHERCHES
SOCIALES
ANTI-AUTORITAIRES

ARCHIVES

SOMMAIRE :

L'AUTOGESTION, L'ETAT ET LA REVOLUTION p. 3

ITALIE p. 5

- Les occupations d'usines en septembre 1920
- La polémique sur les conseils
- La contribution des anarchistes

ESPAGNE p. 8

- La collectivisation dans les usines et les campagnes
- Les collectivités anarchistes espagnoles

L'AUTOGESTION EN YOUGOSLAVIE p. 20

L'AUTOGESTION EN ALGERIE p. 28

Comme nous l'avons fait pour une brochure consacrée à l'Espagne, **Informations et Correspondance Ouvrières** et **Noir et Rouge** présentent aujourd'hui deux textes, l'un consacré à la « grève généralisée en France : mai-juin 68 », l'autre à un exposé historique et critique de l'autogestion.

« L'autogestion » est en train de devenir un thème aussi galvaudé que le « socialisme », le « communisme » et le reste. Ces mots gardent pourtant toute leur valeur car les expériences passées et celles que nous venons de vivre permettent de montrer que la lutte de classe a pour aboutissement naturel l'organisation de la production par les producteurs eux-mêmes.

L'Autogestion, l'Etat et la Révolution

Lorsque Séguy, patron de la C.G.T., déclarait en mai 1968 : « L'autogestion, c'est une formule creuse » (le slogan sera repris par tout les bureaucrates) tout le monde peut voir qu'il a été obligé de prendre position sur une question dont il aurait préféré ne pas parler. Il est obligé, parce que l'autogestion est, si on peut dire, dans l'air.

Les étudiants révolutionnaires, en démarrant le combat, ont lié l'action directe (barricades et occupation des facultés) à la revendication d'une prise directe sur leur travail (des occupations on passe à la demande d'autogestion des facultés par ceux qui y travaillent). En faisant cela, ils reprenaient les tactiques et le mot d'ordre qu'avaient eu les travailleurs voilà pas mal d'années, et qui avaient été oubliés par beaucoup.

Mais le mouvement de démocratie directe s'est prolongé chez les travailleurs aussi, même s'il a été moins net : Pour l'action directe, c'est assez net : « Le pouvoir est dans la rue... A bas l'Etat policier » n'était pas crié que par des étudiants (Pompidou répondait : « Il n'appartient pas à la rue de dicter la conduite de l'Etat »). Les occupations de boîtes ont été faites au départ contre la volonté de l'appareil syndical, et elles ont souvent été organisées par l'intermédiaire d'un comité unitaire de boîte (regroupant syndiqués et « in-organisés »).

Cela est assez général ; mais il y a des faits isolés aussi importants qui font de la grève, une arme active, et non passive : dans l'imprimerie, des lino font sauter certains titres de l'Aurore et sabotent la mise en page ; des rotativistes refusent de tirer La Nation, le journal de l'U.N.R. ; à la S.N.E.C.M.A. (aviation), la cantine de la boîte continue à marcher sous la responsabilité du comité ; le même comité fournit aux grévistes, en échange de chèques, de l'argent liquide pris sur la caisse de la boîte ; les agriculteurs de Marmande, devant la mévente de leurs patates, les envoient à leur frais à Paris, gare Saint-Lazare, pour être distribuées gratis à tous les grévistes qui se présenteront.

Ainsi, l'ampleur et la dureté de la grève, qui désorganise l'économie capitaliste sur laquelle tous vivaient, oblige certains travailleurs à s'organiser, par solidarité, sur des bases différentes. En le faisant, on voit qu'ils s'attaquent : à la presse telle qu'elle existe, c'est-à-dire contrôlée par la classe dirigeante ; à l'organisation des boîtes, dirigées par des membres de la classe dirigeante ; à la distribution des produits alimentaires, faussée au profit de la classe dirigeante.

Ce phénomène de dépassement de la simple occupation d'usine, vers une organisation de la vie économique en partant de la base, c'est l'Autogestion. Les travailleurs montrent ainsi qu'ils

sont capables de remplacer le système capitaliste qu'eux seuls font marcher.

Cartes, ce ne sont que des faits isolés. Mais dans beaucoup de boîtes, la discussion sur le lieu de travail, c'est déjà de l'autogestion. Dans les assurances, un tract disant que, comme les étudiants, les travailleurs de la boîte avaient décidé de la gérer eux-mêmes par un conseil, avec salaire égal pour tous, a connu un succès énorme, et pas seulement chez les plus mal payés, mais aussi dans des catégories assez spécialisées.

Une hirondelle ne fait pas le printemps, mais quelques-unes l'annoncent. Malgré tout, les travailleurs ne se sentent pas encore, même dans une forte minorité, même chez les militants révolutionnaires, capables de prendre en main l'économie et de la réorganiser par la base, gérant les usines en conseils, déléguant des représentants révocables dans des comités régionaux, nationaux, internationaux, pour planifier production et distribution en fonction des intérêts de tous, et non plus en fonction du bénéfice plus ou moins intéressant que peut faire tel ou tel capitaliste dans tel ou tel secteur.

Ce sentiment d'impuissance est normal. Il est déjà ébranlé. Il disparaîtra à mesure que se révélera l'incapacité de la classe dirigeante à faire face à la crise économique dans laquelle entrent tous les pays industrialisés.

Si le mouvement de révolte à eu, en France pour le moment, ce caractère de démocratie directe, c'est justement parce qu'il y a de plus en plus une méfiance envers les appareils. Même ceux qui voteront pour elle sentent bien que l'opposition parlementaire de gauche, en changeant le gouvernement, ne changera pas grand chose ; Pourquoi ?

Avant la grève, un spectre hantait l'Europe (et aussi l'Amérique du Nord et l'U.R.S.S.), le chômage : en avril 1968, en France, sur 15 millions de salariés on comptait officiellement 460.000 travailleurs qui avaient perdu leur emploi et n'en retrouvaient pas. Mais les économistes gouvernementaux avouaient qu'il fallait ajouter tous les jeunes qui ne trouvaient pas de travail en sortant du service militaire, les femmes qui ne trouvaient pas de travail, les travailleurs étrangers qu'on renvoie chez eux ou qui végètent en nombre indéterminé dans les bidonvilles ; on refuse de donner les chiffres.

Les économistes bourgeois s'inquiètent. Les chômeurs sont trop nombreux, et on prévoit que leur nombre va continuer à augmenter régulièrement dans les années suivantes. Et cela sans qu'on puisse arrêter le mouvement par le moyen qu'en employait jusqu'ici, l'augmentation de la production (avec augmentation de la consommation artificielle). En effet, maintenant, avec

l'introduction très nette de l'automatisation, la production augmente avec de moins en moins de travailleurs. Evidemment l'automatisation crée des emplois, mais beaucoup moins que ceux qu'elle supprime.

La solution du problème paraît claire : puisqu'avec, disons une heure de travail, on fabrique beaucoup plus vite le même objet, on peut soit maintenir les temps de travail, en employant moins de monde, soit employer plus de monde mais abaisser considérablement les temps de travail.

Mais cette solution se heurte, à moyen terme, à une série de difficultés concrètes: l'automatisation est introduite en fonction des bénéfices et pas des besoins (problème des industries de guerre) la « main d'œuvre » devrait être plus qualifiée (il faut donc investir dans l'Education, et même une éducation généralisée, et permanente, donc quelque chose qui n'a rien à voir avec l'éducation actuelle, faite pour avoir des diplômes). Il y aura de toutes façons des distorsions (on parle de « reconversions ») il faudrait aider les « reconvertis ».

Donc un gigantesque effort de planification, faite pour les besoins de tous, et non pour donner un peu plus de bénéfice et de puissance à tel ou tel clan financier. Donc aussi des économies réalisées par la suppression de secteurs improductifs (guerre, publicité).

Mais pourquoi une classe dirigeante réaliserait-elle un tel effort? La guerre militaire ou économique est toujours son mot d'ordre et sa raison d'être (concurrence, sélection...), elle joue des disparités économiques, elle vit sur le malheur. Tant que ce n'est pas la catastrophe économique complète, tant qu'elle a des flics pour faire taire les oppositions, elle continuera à gouverner à la petite semaine : elle vit bien comme ça, pourquoi changer? Même elle le voudrait, elle ne le pourrait qu'en se supprimant comme classe, en renonçant à ses privilèges, en se sacrifiant pour la prospérité de tous. Elle y rêve parfois (les patrons chrétiens!) elle ne le fait jamais.

Les mesures que prendront les plus intelligents de ses membres seront donc des mesures de conservation : probablement un relatif abaissement du temps de travail, une organisation de la pauvreté décente (Chirac, ministre de l'emploi disant : « Etre chômeur n'a rien de honteux »), la création de tout un secteur d'emplois tertiaires bidons, c'est-à-dire inutiles pour la collectivité, et, pour faire passer les pilules, le renforcement de tout un appareil répressif (les prolos pourront s'engager dans l'armée et chez les flics, les petits-bourgeois seront engagés comme sociologues, public-relations, hôtesses, autrement dit mettre de l'huile dans les rouages).

Autrement dit, un tiers mesures plus ou moins réelles, un tiers baratin et propagande et un tiers trique. Et comme nous protesterons de plus en plus (les nécessités de la trique prendront le pas sur les autres, même si le gouvernement est de gauche, « démocratique » et tout et tout.

Nous pensons que l'avancement de la crise va montrer de plus en plus l'incapacité de la classe dirigeante, donc conduire de plus en plus les travailleurs à penser que « l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » c'est-à-dire, à moins de jouer sur les mots, que les travailleurs doivent pouvoir avoir une prise directe sur leur vie à tous les moments, que c'est de la base que doivent partir les mots d'ordre à la base que doit avoir lieu la discussion. C'est la base qui devra prendre le contrôle, par l'instauration de conseils, comités, (le nom importe peu) dans les usines, et leur armement. C'est là-dessus que pourra se construire l'édifice social. Mais parallèlement à ce mouvement des travailleurs, l'Etat et la classe dirigeante vont développer la répression (le déclenchement d'une guerre mondiale pour « en sortir » n'étant pas exclu).

C'est donc une course de vitesse, parfois brusque, parfois très lente, mais inexorable. Les retards pris ne se rattraperont pas facilement. Ce retard, la classe dirigeante va essayer de nous le faire prendre par sa propagande, par des satisfactions superficielles, par des institutions trompe-l'œil. Elle nous offrira même au besoin, une révolution de théâtre. Elle pourrait bien nous offrir une autogestion de pacotille, une cogestion (on a le droit de pleurer avec le patron si la boîte ne marche pas, on peut donner son avis sur la couleur du papier dans les WC, on peut organiser son travail pour produire avec plus d'obéissance.) Il y aura évidemment des gars pour s'en contenter.

Or, l'autogestion a déjà existé, elle a déjà tenté de vivre. Il est utile de savoir comment elle a combattu, et aussi comment elle a été détournée, sabotée, vaincue. Ainsi, pour beaucoup, l'autogestion ne sera plus le « mot creux » que certains voudraient, mais une expérience réapprise, et une arme pour vivre.

Nous voulons exposer brièvement en les adaptant à la situation française, en montrant en quoi ils sont différents, quelles leçons on peut en tirer, quelques exemples d'autogestion donnés par l'histoire des travailleurs.

Il ne s'agit pas de recettes toutes faites mais d'exemples d'organisations de travailleurs. Nous estimons en effet que chaque moment historique a ses particularités et donc ses solutions spécifiques, à condition de connaître le mouvement ouvrier international et les différentes tactiques qu'il a adoptées. Pas de dictature de comité central, c'est à tous de penser en révolutionnaire.

Italie

LES OCCUPATIONS D'USINES DE SEPTEMBRE 1920

Voyons tout d'abord le panorama que présente le pays. La fin de la guerre a appauvri la nation, la droite tente d'utiliser les anciens combattants contre la gauche qui encourage les revendications révolutionnaires : imiter la Russie qui est en train de détruire le capitalisme.

Depuis mai 1919 environ les syndicalistes, certains marxistes (Gramsci) et les anarchistes discutent et répandent l'idée des conseils d'usine.

Au mois de mars 1920 de nombreuses usines sont occupées à Milan, à Turin, les paysans prennent les terres des grands propriétaires au sud. Mais le parti socialiste et le syndicat qu'il domine et qui regroupe la plupart des travailleurs, ne font rien, le mouvement isolé est vaincu, les usines et les terres sont rendues par la police à leurs propriétaires.

En août les grèves se multiplient, et les patrons d'usines se décident au lock-out, à fermer les usines. Spontanément les ouvriers empêchent ce mouvement en occupant les usines. Plus d'un demi-million de travailleurs sont dans les lieux de travail.

Un témoin décrit : « Les patrons et leurs représentants furent mis à la porte ; certains partirent spontanément, après avoir nommé un conseil officiel d'administration parmi les ouvriers. Des techniciens firent cause commune avec les travailleurs et restèrent à leur poste. Mais beaucoup préférèrent s'en aller avec les patrons, ou furent chassés car leur fonction allait de pair avec celle de patron ou actionnaire. »

« Dans chaque usine, des décisions furent prises pour pouvoir continuer la production indépendamment de la direction patronale. Des conseils d'usines se constituèrent, là où il n'y en avait pas encore, et prirent la direction technique des établissements. Certains ouvriers plus capables prirent le poste des employés absents ; les équipes et le travail furent organisés. »

« Les ouvriers s'armèrent. Ils transportèrent dans les ateliers les réserves d'armes et de munitions d'usines de guerre occupées. Des armes furent achetées. Certains ateliers en fabriquaient. En quelques jours toutes ces usines étaient devenues autant de forteresses, petites ou grandes. Quand une équipe travaillait, l'autre veillait avec fil de fer barbelé, sentinelles, etc. La nuit, la surveillance était encore plus intense, avec le renfort des ouvriers qui ne travaillaient pas et des éléments révolutionnaires. »

« Dans les grandes villes, il y avait également des organes embryonnaires de liaison entre les usines, mais à dire vrai bien insuffisants. Les liaisons entre les usines des différentes provinces étaient encore plus insuffisantes, et au mieux faites par la presse et des envoyés. »

« On tenta également de continuer les services d'échange et de vente de produits et de fournitures de matières premières. On réussit en certains endroits, mais sur une petite échelle malgré l'aide des cheminots et des ouvriers du

transport. On vit que c'était là le point faible qui empêchait la prolongation du mouvement et le limitait aux seules industries de la métallurgie. » (1).

Tandis que les ouvriers s'organisaient et préparaient une nouvelle société, le parti socialiste et son syndicat de masse (2) se réunissaient. Le 10 septembre la solution insurrectionnelle et révolutionnaire était écartée. Le 15, le Premier ministre annonçait la création d'une commission paritaire d'étude (3) afin de préparer un projet de loi sur « l'intervention des ouvriers dans le contrôle technique et financier et dans l'administration des entreprises. » (4).

Les anarchistes écrivaient : « Travailleurs, une occasion plus favorable que celle-ci — pour tenter d'obtenir la libération définitive — ne s'est jamais présentée jusqu'à présent, et nous ne pouvons savoir si et quand elle se représentera : ne la laissez pas passer en vain ! Aujourd'hui vous êtes la force, et l'impuissance du gouvernement contre votre volonté est évidente. »

« Osez encore, osez plus : et la victoire ne pourra manquer ! » (5).

Cependant les patrons et l'état-major syndical arrivaient à un accord, la base devait se prononcer par vote secret. La discipline syndicale étant grande, le résultat ne faisait pas de doute. « Ouvriers ! Avant d'abandonner les établissements, réfléchissez bien à tout, SAUVEZ TOUT. Dehors, la police vous attend. Ne vous rendez pas avec armes et bagages. Les saboteurs de la révolution seraient trop contents » (6).

Le 23 et le 24 le vote avait lieu, le 25 les ouvriers sortaient, les patrons reprenaient leurs usines. Deux ans plus tard, Mussolini prenait le pouvoir, la plupart des membres de l'état-major syndical devinrent députés fascistes.

En dépit des défauts relevés par le témoin (absence de liaison et de distribution véritables) les conseils d'usines avaient montré deux choses ; a) le caractère révolutionnaire des occupations et la fable de la cogestion ; b) le caractère pratique des occupations : la production et la distribution continuaient.

LA POLEMIQUE SUR LES CONSEILS

Le mouvement des conseils trouva sa route barrée par deux forces de l'ordre ; les groupes de la grande industrie, et les hiérarchies syndicales. Autant les premiers que les seconds tendaient à conserver une structure déterminée de la société italienne : les Olivetti, les Agnelli, et les Pirelli entendaient conserver leurs mo-

(1) *Fabrizi Luigi*, tiré de « *Umanità Nova* » numéro spécial de septembre 1954.

(2) Il s'appelle C.G.L. Confederazione Generale del Lavoro.

(3) et (4) Nous n'imitons pas Pompidou, voir *Leonetti* « Mouvements ouvriers et socialistes Italie » p. 140.

(5) « *Umanità Nova* » éditorial du 8 septembre.

(6) *Idem* 20 septembre.

nopoles, leur prestige, et leur hégémonie à l'intérieur et en dehors de l'usine ; les Colombino, les D'Aragona, les Baldesi entendaient préserver l'équilibre, grâce à leur médiation, instauré dans les rapports de travail, et le droit exclusif de représenter les travailleurs auprès de leur ennemi de classe et de l'Etat.

Le mouvement rompit avec cette situation, et frappa au cœur plus qu'au portefeuille l'organisation capitaliste, en enlevant toute autorité aux organisations syndicales, en les remplaçant par une forme d'organisation ouvrière plus adéquate au mouvement révolutionnaire.

Nous verrons plus loin combien fut enragée la résistance des entrepreneurs piémontais ; mais non moins âpre fut le ressentiment des cercles confédéraux syndicaux, effrayés de voir leurs positions reculer dans le Piémont.

Sur « Battaglie Sindicali », organe de la confédération générale du travail (C.G.L.), le mouvement des conseils fut soumis à de violentes attaques et fut dénoncé comme un réveil, et une soudain éruption d'« anarchisme ». C'était alors une méthode assez répandue, dans tout le camp social-réformiste européen, d'accuser d'« anarchisme » tous les mouvements révolutionnaires, du Spartacus en Allemagne, jusqu'au Bolchevique en Russie :

Même le groupe de l'« Ordine nuovo » et avec lui toute la section turinoise du parti socialiste, fut l'objet de dures attaques dans ce sens, non à cause de la présence dans le mouvement des conseils d'anarchistes déclarés, mais à cause de son énergique défense pour le droit de tous les travailleurs, syndiqués ou non, à participer aux conseils.

L'« Ordine nuovo » répond à ces critiques, en démasquant les fonctionnaires syndicaux, qui ne cherchent qu'à avoir des gens « qui ont une carte », des moutons et non des militants ouvriers décidés à défendre et à affirmer concrètement dans l'usine, les droits de leur classe. Cette polémique à l'intérieur du parti socialiste s'approfondit jusqu'au congrès de Livourne qui devint la querelle sur la question formelle de l'adhésion à l'internationale de Moscou.

Plus riche, au contraire, fut la polémique à l'intérieur même du mouvement des conseils ; entre les groupes qui comme l'« Ordine nuovo » de Turin et « le soviét » de Naples se dirigeaient vers la fondation du parti communiste italien, et ceux qui se rassemblaient autour de l'USI (syndicaliste révolutionnaire) et de l'UAI (Union anarchiste italienne) le débat fut riche et fécond.

Commençons par l'« Ordine nuovo » :

Dans la première série du journal qui va du 1^{er} mai 1919 jusqu'à la fin de 1920, on peut sentir deux périodes, qui correspondent à deux influences : celle de Tasca d'abord, puis celle de Gramsci. Tasca bien qu'au début, farouche défenseur des conseils, était un esprit confus et imprécis, si bien qu'en un laps de temps relativement court, il changea souvent de courant (rappelons qu'il passa ensuite à la social-démocratie sous le nom de Lerro. Une polémique avec l'anarchiste Garino l'amena à écrire

un article dans « l'Ordine nuovo » où il défendait la thèse selon laquelle le syndicat devait d'abord défendre les intérêts de l'ouvrier comme salarié (pour Garino, il devait développer une conscience de producteur chez l'ouvrier), mais où surtout transparaissait l'idée que le conseil devait s'insérer dans les cadres syndicaux et être subordonné à eux.

Gramsci dans le numéro suivant, répond que le conseil d'usine est le début historique du processus qui conduit à la fondation de l'Etat ouvrier, mais qu'il doit être autonome. Il se place ainsi entre Garino et Tasca ; ce dernier lève alors le ton et proclame sa foi dans la dictature du prolétariat, son opposition à la démocratie ouvrière ; le conseil doit être l'instrument du parti ; il traite Gramsci de « syndicaliste » et « d'anarchiste » !

Tasca s'éloigne alors du journal et c'est la période « gramsci » du journal.

Il nous faut aussi mettre l'accent sur les interventions de Bordhiga dans le journal de Naples le « Soviet », celui-ci a soulevé le problème du pouvoir politique, qui intervient et qui brise, toute tentative d'édification du socialisme par le bas comme les conseils, lorsque ceux-ci ne sont pas immédiatement et graduellement incorporés par l'ordre bourgeois.

L'objection était juste, mais Bordhiga, prisonnier de vieilles formules, ne parvenait pas à résoudre le problème du pouvoir, sinon dans le sens de sa conquête du moins dans celui de sa destruction ; c'est pourquoi il ne pouvait saisir la fonction immédiatement positive des conseils dans le cours de la destruction de l'Etat, opérée par le mouvement politique de la classe.

LA CONTRIBUTION DES ANARCHISTES

La contribution des anarchistes à l'élaboration de la théorie des conseils peut se résumer à deux apports essentiels.

a) c'est seulement dans le cours d'une période révolutionnaire que les conseils d'usine peuvent avoir une véritable efficacité, et se constituer en moyens valables pour la lutte des classes et non pour la collaboration de classes. En période contre-révolutionnaire les conseils finissent par être limités par l'organisation capitaliste car celle-ci n'est pas toujours opposée à la cogestion morale de la part des travailleurs. C'est pourquoi avancer l'idée des conseils dans une période contre-révolutionnaire signifie porter gravement préjudice à la formule même des conseils d'usine comme mot d'ordre révolutionnaire :

b) les conseils ne résolvent qu'à moitié le problème de l'Etat : ils vident celui-ci de ses fonctions sociales, mais ils ne l'éliminent pas ; ils vident l'appareil étatique de son contenu sans le détruire. Mais puisque l'on ne peut vaincre l'Etat en l'ignorant, parce qu'à chaque instant il peut faire sentir sa présence en mettant en mouvement son mécanisme de représaille et de sanction, il convient de détruire aussi ce mécanisme. Les con-

seils ne peuvent accomplir cette opération, et pour cela, il faut l'intervention d'une force politique organisée, le mouvement spécifique de la classe qui mène à bien une telle mission. C'est seulement ainsi que l'on peut éviter que le bourgeois, chassé par la porte dans ses vêtements d'impresario ne rentre par la fenêtre déguisé en « flic ».

Ceci montre que la question soulevée dans la querelle entre l'« Ordine nuovo » et le « Soviet » peut être résolue; ceux de l'« Ordine nuovo » sous estimaient le problème de l'Etat dans ce sens qu'ils avaient tendance à ne pas s'en occuper; ceux du « Soviet » le surestimaient car ils voulaient s'en emparer, tandis que les anarchistes le plaçaient au centre de leurs préoccupations pour réaliser sa liquidation, en terrain politique.

Les occasions de discuter ces thèses furent nombreuses; la première fut offerte par le congrès national de l'Union syndicale italienne (U.S.I.) qui se tint à Parme en décembre 1919. Les conseils avaient donné leur adhésion à cette union et avaient envoyé un représentant (l'ouvrier de Turin Matta). On y parla pour et contre les conseils, mais pas toujours avec une connaissance suffisante du sujet. Cependant, à l'issue des débats une importante résolution fut approuvée, qui condensait les observations positives des débats.

Avant de lire cette résolution il nous faut donner quelques précisions en ce qui concerne l'U.S.I.

On a souvent dit et cru que l'U.S.I. était « anarchiste », peut être parce que le nouveau secrétaire Borghi était déjà connu comme un militant anarchiste et ne pouvait se dire anarchiste pour le simple fait qu'il ne venait pas d'une sélection idéologique mais d'un recrutement ouvrier sur la base du métier. Cela n'empêche pas que lorsque ce syndicat se plaçait en dehors de la conquête de l'Etat, repoussait toute participation aux organismes de discussion avec le patronat, et se refusait à la conquête parlementaire, pour pratiquer sa tactique de l'action directe ce syndicat était considéré et se considérait lui-même inspiré des vieilles idées de la première internationale, c'est-à-dire d'inspiration anarchiste.

CONGRES DE L'U.S.I. A PARMES Décembre 1919 - résolution finale.

« Le congrès salue chaque pas en avant du prolétariat et des forces politiques vers la conception pure du socialisme niant toute capacité de démolition et de reconstruction à l'institution historique, typique de la démocratie bourgeoise, qui est le parlement, cœur de l'Etat;

« Considère la conception dite des « Soviets » pour la reconstruction sociale comme antithétique de l'Etat et déclare que toute superposition à l'autonome et libre fonctionnement des soviets de toute la classe productrice, unie dans l'action défensive contre la menace de la réaction et par les nécessités administratives de la future gestion sociale, est considéré par le pro-

létariat comme un attentat au développement de la révolution et la réalisation de l'égalité dans la liberté;

« Déclare pour ces raisons, toute sa sympathie et son encouragement à cette initiative du prolétariat, que sont les conseils d'usine, qui tendent à transférer dans la masse ouvrière toutes les facultés d'initiative révolutionnaire et de reconstruction de la vie sociale, en mettant cependant bien en garde les travailleurs contre toutes les possibles déviations vers une solution réformiste contre la nature révolutionnaire d'une telle initiative, contrairement aussi aux intentions de la meilleure partie du prolétariat;

« Invite cette meilleure partie du prolétariat à considérer les nécessités de préparer des forces d'attaque révolutionnaire, sans lesquelles il ne serait jamais possible que le prolétariat assume la gestion sociale ».

Le congrès explicita ensuite dans ces termes, les dangers de déviation contenus dans l'expérience des conseils d'usine:

« Les conseils d'usine pourraient dégénérer en de simples commissions internes pour le bon fonctionnement de l'atelier, pour l'augmentation d'une manière bourgeoise de la production, pour régler les différents internes, etc.

« Il serait possible d'invertir la logique du processus révolutionnaire, et croire que l'anticipation de la forme de la future gestion sociale suffise à faire tomber le régime haï;

« On pourrait oublier que l'usine est propriété du patron parce qu'il y a l'Etat (le gendarme) qui la défend;

« Il ne faudrait pas tomber dans l'erreur qui consiste à croire que la question de forme résoudre la question de la substance de la valeur idéale d'un mouvement déterminé. »

Une discussion encore plus approfondie eut lieu lors de la préparation du congrès de l'Union Anarchiste Italienne qui se tint à Bologne les 1, 2, 3, 4 juillet 1920. A ce congrès fut approuvée une résolution dont voici le texte:

« Le congrès, tenant compte que les conseils d'usine et de section ont leur principale importance dans la mesure où l'on prévoit une révolution dans un avenir proche, et pourront être alors des organes techniques pour l'expropriation et pour la nécessaire continuation immédiate de la production, mais que en continuant à exister dans la société actuelle ils subiraient l'influence modératrice et accommodante de cette dernière;

« Retient les conseils d'usine, organes aptes à encadrer en vue de la révolution tous les producteurs manuels et intellectuels, sur le lieu même du travail et en vue de réaliser les principes anarchistes-communistes; organes absolument anti-étatiques et possibles noyaux de la future gestion de la production industrielle et agricole;

« Les retiens, en outre, comme aptes à développer chez l'ouvrier salarié la conscience de producteur et comme utiles aux fins de la révolution en favorisant la transformation du mécontentement des classes ouvrières et paysannes en une volonté claire d'expropriation;

« De la invite les camarades à appuyer la formation des conseils d'usine et à participer activement à leur développement pour les maintenir, soit dans leur structure organique, soit dans leur fonctionnement, sur ces directives en combattant toute tendance de déviation collaboracioniste et en sorte que tous les travailleurs de chaque usine, organisés ou non, participent à leur formation ».

Une seconde motion fut votée sur les « soviets » répétant des principes identiques sur l'impossibilité historique et politique de faire des expé-

riences libertaires en période de contre-révolution.

Le 27 mars 1920, l'« Ordine nuovo » lança un appel des anarchistes aux ouvriers et aux paysans pour un congrès national des conseils. Cet appel fut contre-signé par la rédaction du journal, par le comité exécutif de la section socialiste de Turin, par le comité d'étude des conseils d'usine turinois et par le groupe libertaire de la même ville.

Mais le congrès ne se tint jamais car d'autres événements pressaient...

Espagne

LA COLLECTIVISATION DANS LES USINES ET LES CAMPAGNES 1936-39

Il ne faut pas attacher d'importance au mot « collectivisation » en Espagne, il désigne durant la guerre civile l'autogestion. Les camarades espagnols — presque essentiellement les anarchistes — avaient une connaissance déjà longue et approfondie des problèmes de l'organisation révolutionnaire.

C'est pourquoi dès que le coup d'Etat militaire fut vaincu, la révolution et la guerre pour libérer les villes occupées furent menées de front. Le 20 juillet 1936, les militaires étant battus depuis quelques heures, le syndicat anarchiste C.N.T. (Confédération Nationale du Travail) donne l'ordre par radio de reprise du travail aux travailleurs de l'alimentation. Le 22, l'organe de la C.N.T. « Solidaridad Obrera » demandait aux sections de chaudronniers et de soudeurs de s'emparer des centres de production pour le blindage des camions et autres travaux nécessaires ».

Dans la plupart des cas, cependant, les militants avaient spontanément collectivisé les usines et les terres. Différentes mesures d'ordre économique et social furent prises.

Les chemins de fer qui n'étaient pas nationalisés mais divisés entre plusieurs compagnies furent unifiés. Dans l'industrie du bois, tous les ateliers furent réunis dans une même section, ceux qui étaient trop petits furent rattachés à d'autres. Du fait de la guerre, les matières premières manquèrent dans certaines industries (le textile notamment) et les pièces de rechange également ; mais les mines, l'industrie chimique et du verre se développèrent. L'exportation des oranges, qui commence en septembre fut organisée par la C.N.T. et le syndicat socialiste U.G.T. (Union Générale des Travailleurs). Au lieu que différents exportateurs vendent les oranges sur les marchés européens, il y eut un organisme qui pu ainsi contrôler les prix, et les devises rapportées permirent de renforcer l'effort de guerre.

Dans les usines, la journée de travail fut en général réduite : quarante heures dans les

tramways (dans l'industrie de guerre, la production était ininterrompue). Les salaires furent égaux ou très peu différents : avant dans les chemins de fer un sous-directeur touchait 340 pesetas par mois et un cheminot 143, après le 19 juillet 1936 le salaire minimum fut de 300 et le maximum de 500 par mois. Mais l'égalité de salaire entre les hommes et les femmes fut très rare. La solidarité fut développée : réemploi des ouvriers mis en chômage par le patronat ; hausse des retraites soixante-dix au lieu de trente-cinq aux brasseries Damm de Barcelone ; aide technique et financière aux collectivités agricoles. La culture ne fut pas oubliée : création de bibliothèque et d'écoles.

Dans les collectivités paysannes, les salaires, les allocations pour les enfants et les retraites furent créées, mais pas d'égalité hommes et femmes. La solidarité se manifesta par l'envoi gratuit de vivres au front. Des bibliothèques et des écoles furent aussi fondées. Des médecins et des vétérinaires furent engagés. L'irrigation et l'aviculture furent développées.

Cette autogestion ne se limita pas à des villages ou à des usines, dont on pourrait multiplier les exemples (1). Elle tenta de s'organiser nationalement, des congrès, des fédérations furent décidés et faits.

Mais un malaise aussi important que la guerre, contre le capitalisme (2) menaçait et bientôt attaquait l'autogestion. La banque d'Espagne était toujours aux mains de la bourgeoisie républicaine. Par respect des alliances, les anarchistes et les partisans de l'autogestion, qui étaient aussi parfois socialistes et marxistes anti-moscouitaires, n'obligèrent pas par la force la bourgeoisie à acheter des armes avec l'or de la banque.

(1) Voir *Leval* « Né Franco né Stalin » Milan 1952 Noir et Rouge « Collectivités anarchistes en Espagne révolutionnaire », « Collectivisations ».

(2) Le putsch était bien préparé : dès le 11 juillet tous les fonds de la Transmediterranea de Barcelone furent retirés.

L'U.R.S.S. proposa son aide qu'elle ne fournit qu'à ses partisans, peu nombreux, et aux gens qu'elle contrôlait, c'est-à-dire la bourgeoisie, qui voulait récupérer les usines et les terres. L'ar espagnol passa en Russie (où il est encore) et l'autogestion fut attaquée. L'épisode marquant fut les journées de mai 1937 à Barcelone où les communistes et la bourgeoisie attaquèrent le central téléphonique tenu par les anarchistes (3), plusieurs milliers de morts et de blessés.

La division des travailleurs provoquée par la Russie (4) et le respect de la bourgeoisie entraînent la défaite et la mort de l'autogestion.

LES COLLECTIVITES ANARCHISTES ESPAGNOLES

Gaston Leval

Nous traduisons de l'édition italienne : « Né Franco, né Staline, le collectivité anarchiche espagnole nella lotta contro Franco e la reazione staliniana », Istituto Editoriale Italiano, Milano - 320 p. (1952).

Des nombreux exemples, presque tous traduits, nous avons choisi :

- Organisation syndicale sanitaire,
- Hospitalet,
- Levant,
- Conclusions et commentaires :
- l'attaque des collectivités,
- l'intelligence populaire,
- principes et enseignements de la révolution espagnole.

Dans le texte, le présent correspond à la période de guerre 1936-1939, l'imparfait à avant 1936, les conclusions et commentaires sont postérieurs à 1939.

ORGANISATION SYNDICALE SANITAIRE

Ce fut une des plus grandes réalisations de la révolution socialiste libertaire. Nous en parlerons brièvement. Pour pouvoir apprécier convenablement l'effort des camarades, il faut savoir que le syndicat unique s'étendant à toute la Catalogne, fut fondé après le 19 juillet 1936.

Il y avait auparavant quelques médecins affiliés à la C.N.T. et constituant une section du Syndicat des professions libérales. En outre, à part, il existait un groupe d'infirmiers et de préparateurs en pharmacie.

La révolution put compter sur un certain nombre de médecins pour lesquels la médecine ne signifiait pas un moyen d'exploitation de leurs semblables mais une mission.

Au début de septembre 1936, le syndicat unique sanitaire fut constitué. Obéissant à la tendance de réunion dans un seul organisme des diverses catégories d'hommes qui assurent une même tâche, ils s'occupèrent d'un même service

(3) Pompidou a utilisé la même tactique en faisant intervenir les C.R.S. pour s'emparer de certains secteurs des P.T.T.

(4) « Quant à la Catalogne la liquidation des éléments trotskystes et anarcho-syndicalistes a commencé, elle sera conduite avec la même énergie qu'en U.R.S.S. » Pravda 17 décembre 1936.

et réformèrent toutes les sections en vue d'une activité générale.

Les effectifs augmentèrent avec une rapidité surprenante. En fait, vers la fin de février 1937, on me donna la liste suivante :

- 1020 médecins,
- 3206 infirmiers,
- 133 dentistes,
- 330 sages-femmes,
- 203 « praticantes » (médecin n'ayant pas pu achever ses diplômes).
- 180 pharmaciens,
- 663 préparateurs en pharmacie,
- 153 herboristes,
- 335 préparateurs en matériel sanitaire,
- 71 radiologues,
- 10 auxiliaires sanitaires,
- 220 vétérinaires.

Nous ajoutons les masseurs dont nous n'avons pas la statistique. Cinq mois après la révolution, le nombre total des inscrits tournait autour de 8.000.

Avant, l'U.G.T. a, elle aussi, organisé un syndicat sanitaire, mais très inférieur au nôtre numériquement, puisqu'elle avait un maximum de 100 médecins.

Le syndicat unique ne s'est pas contenté d'organiser. Le désir de créer naquit avec d'autant plus de force que les médecins n'avaient rien fait jusqu'à la veille de la révolution. Souvent, ils sont les constructeurs les plus audacieux parmi les révolutionnaires. Nous pourrions citer plusieurs exemples de ce phénomène paradoxal.

Guidé par certains militants qui avaient montré une valeur admirable, le syndicat prit en mains avec audace, la réorganisation de la branche médicale. Elle en avait bien besoin. En Espagne, 25.000 enfants, âgés de moins de 12 mois, mourraient chaque année. Dans le 5^e district de Barcelone, la mortalité infantile était deux fois plus forte que celle enregistrée dans le quatrième. Le premier est un quartier ouvrier, le second de privilégiés. La mortalité infantile en Espagne était une des plus élevées d'Europe. Pourtant l'Espagne est un pays sain au climat généralement sec. De tels faits ne s'expliquent que par la misère, le manque d'hygiène, et de soins. Sachant cela, sachant qu'il y avait une foule de médecins qui ne demandaient qu'à travailler et profiter de la désorganisation du gouvernement, nos camarades jetèrent les bases d'une nouvelle organisation sanitaire.

Il ne m'a pas été possible de suivre pas à pas le processus de l'œuvre réalisée. Je me limiterai donc à résumer l'œuvre en elle-même et à dire à quel degré de développement elle était arrivée au moment de mon entrevue avec nos camarades à la tête des sections du syndicat.

L'organisation de la branche médicale s'étend à toute la Catalogne. Il s'est constitué un grand appareil dont les parties sont géographiquement articulées selon les diverses activités, en accord avec un plan d'ensemble. La Catalogne fut divisée en 9 zones : Barcelone, Tarragone, Lerida,

Reus, Bergheda, Ripoll, Hautes-Pyrénées. Ce sont les centres autour desquels sont groupés à leur tour les petites villes et les villages.

Le nombre des petites villes étant de 27, on a au total 36 centres sanitaires, distribués dans toute la Catalogne, coordonnant leurs efforts afin que pas un village, pas une fraction, par un paysan isolé dans la montagne, pas une femme, pas un enfant, ne manquent de soins médicaux. Chacune des neuf zones a un centre syndical dont le Comité central contrôle et dirige les services sanitaires. A leur tour les comités des environs s'adressent à Barcelone.

Les sections de catégories sont autonomes au sein du syndicat. Mais cette autonomie n'est pas synonyme d'isolement. Une fois par semaine, le Comité central de Barcelone, nommé par le Congrès, se réunit avec un délégué de chaque section. Aussi bien du point de vue technique que géographique, les activités répondent à un plan général.

La population reçut immédiatement le bénéfice des initiatives du syndicat. Celui-ci dirige et contrôle tous les hôpitaux et cliniques. Dans Barcelone il fonda 6 hôpitaux : l'hôpital prolétaire, celui du peuple, l'hôpital Pompéïa, 2 hôpitaux militaires, et le pavillon de Romania. En outre, 8 nouveaux sanatoriums s'ouvrirent en Catalogne : le Sana Maritime de Cadafell, le Sana de la Florida, le Pavillon Modèle de Valdidrera, le Sana de la Bonnanova, le Sana des Tres Torres, l'hospice de Montserrat, de Terramar, à Sitges, et le Sana de San Andrea.

Les sanatoriums furent installés le plus souvent dans de beaux édifices, dans de somptueuses résidences aristocratiques, et dans des auberges de luxe, construites en montagne, parmi les pins.

Ce n'était pas chose facile que d'organiser les hôpitaux. On devait improviser des installations pour satisfaire le désir de procurer rapidement au peuple les moyens d'être soigné. Pour cela, aux débuts de 1937, on construisit de nouveaux pavillons à l'hôpital général. L'un d'eux fut destiné aux soins de la tuberculose osseuse et à l'orthopédie. Son organisation était telle qu'on doit la considérer comme une des meilleures du monde dans cette branche.

Dans toutes les localités d'une certaine importance furent créées des polycliniques. Elles ont toutes les spécialités de la médecine et sont dotées de tout le matériel sanitaire adéquat. Elles ont été construites dans le but d'éviter l'agglomération des infirmes et des blessés dans les petites villes, ce qui cause souvent par les difficultés de transport, des souffrances et une mortalité évitables.

Dans chaque localité, se sont établis des médecins inscrits au Syndicat.

En Catalogne, comme dans tout le reste de l'Espagne, et dans le monde entier, il y avait un nombre excessif de médecins. Le sociologue sait bien combien cette pléthore était artificielle et due à l'organisation capitaliste, étatiste, et indi-

vidualiste de la médecine. Maintenant, au contraire, dans le nouveau système d'organisation, personne n'est de trop ; même les médecins font défaut. Quand les habitants d'un pays en demande un, le Syndicat s'informe d'abord des conditions sanitaires de la localité, fait une statistique des maladies et des accidents qui y sont le plus fréquents, et dans la liste des médecins qui peuvent être transférés il choisit celui qui, par sa spécialité, répond le mieux aux besoins du lieu. Celui qui refuse d'y aller doit fournir des raisons très sérieuses. Dans le cas contraire, il court le risque de ne plus exercer.

Les frais des hôpitaux sont payés par la municipalité et la Généralité ; les frais des polycliniques qui sont construites, par les syndicats ouvriers et les municipalités. La santé ne peut toutefois encore être socialisée intégralement : mais la majeure partie des cliniques de dentistes de Catalogne est entre les mains du Syndicat. Tous les hôpitaux, les sanatoriums et les cliniques sont contrôlés par lui. On tend à supprimer l'exercice indépendant de la médecine et à lui substituer une organisation sociale. Le médecin privé existe encore ; mais les abus si fréquents dans cette profession ont été supprimés. Le coût des opérations certainement plus avantageux pour lui, est maintenant contrôlé. Les ouvriers payent le syndicat qui délivre l'argent au chirurgien et prend note de tout. Dans les nouvelles cliniques, on opère gratuitement et même les extractions de dents sont gratuites. Le nombre des malades admis dans les asiles d'aliénés est plus grand qu'avant.

Dans cette organisation naissante, quelle est donc la situation du médecin ? Au cas où nous l'interrogerions, les réponses seraient nombreuses et contradictoires. Il y a deux catégories distinctes : les vieux et les jeunes. Parmi les vieux, les plus privilégiés ne sont pas très satisfaits du changement ; au contraire, les moins favorisés laissent faire ou coopèrent volontiers à la nouvelle organisation.

Les jeunes ont adhéré avec enthousiasme. Pour la majorité d'entre eux, l'avenir aurait été une énigme, une source d'inquiétudes. Pendant des années, ils auraient dû travailler gratuitement dans les hôpitaux, dans les sanatoriums. Le médecin officiel rétribué n'allait presque jamais dans les cliniques. Un médecin plus jeune travaillait pour lui attendant sa mort pour prendre sa place et encaisser ses honoraires. A son tour ce médecin avait un secrétaire médical de nomination récente, lequel attendait la mort des deux autres pour prendre leur place.

Maintenant, tous les médecins des hôpitaux reçoivent 500 pesetas par mois pour trois heures de travail par jour. Ils font en plus un travail privé. Sachant qu'un bon ouvrier manuel gagne de 350 à 400 pesetas par mois, pour 7 heures de travail par jour, le lecteur peut faire de lui-même les conclusions.

Ce nivellement permet de disposer d'argent pour payer toutes les dépenses. Il n'y a plus de médecins qui touchent des émoluments énor-

mes, tandis que d'autres meurent de faim. Dans un établissement public, aucun ne peut avoir deux appointements. Plus de la moitié des médecins, leur travail rémunéré accompli, travaillent ensuite gratuitement. Et ils le font avec plaisir. Aucune contrainte n'est nécessaire.

« L'œuvre la plus belle », me disait le secrétaire de la section des médecins, un basque au dévouement infatigable, est la révolution morale accomplie dans ce travail : chacun accomplit son devoir avec honnêteté. Le médecin renommé qui est envoyé une fois par semaine dans un dispensaire n'y manque jamais. Le personnage important qui parcourait les salles d'hôpital, suivi par une demi-douzaine de collègues inférieures à lui hiérarchiquement, l'un tenant la cuvette, l'autre la serviette, le troisième ouvrant la porte et le reste faisant une escorte d'honneur, humbles devant une si grande autorité (pas toujours conquise par la valeur) n'existe plus.

« Il y a maintenant des camarades de travail égaux qui s'estiment et se respectent réciproquement ».

HOPITALET

C'est un faubourg de Barcelone, composé de trois quartiers et ayant 50.000 habitants. L'industrie y prédomine. Aux abords s'est développée une collectivisation intensive, si fréquente dans les environs des grandes villes.

L'industrie textile était la plus importante. Toutefois, la métallurgie n'était pas négligeable : elle comprenait plusieurs fonderies ; elle comptait deux hauts fourneaux importants et, en outre, plusieurs ateliers de mécanique. Il y avait aussi l'industrie du bois, l'industrie chimique, etc...

Vu qu'il s'agissait d'un noyau de formation assez récent, le mouvement social aussi se devinait récent. Il remontait à la guerre 1914-18.

La C.N.T. et la F.A.I. avaient dans cette ambiance une influence prépondérante : 8.000 travailleurs étaient dans leur file depuis le début. Maintenant, il y en a 12.000. L'U.G.T. en comptait seulement, 1.000.

En juillet la lutte et l'ardeur belliqueuse durèrent de cinq à six jours, galvanisant tout le pays. Une fois cette période terminée, la C.N.T. donna l'ordre de retourner au travail par échelons, selon les industries. Elle assumait par ces premiers pas, la responsabilité de la vie économique, abandonnée par les patrons, tout comme par le gouvernement lui-même.

Tandis que le travail reprenait, une partie des forces populaires était mobilisée et durant trois ou quatre semaines, elle se maintint en alerte, derrière les barricades, et dans les rues, exerçant en outre la surveillance des routes menant à Barcelone, afin de préserver la ville de toute attaque. C'est dans cette ferveur révolutionnaire que commença la socialisation.

Chose rare, cette socialisation commença dans les campagnes. Ce furent les journaliers qui en prirent l'initiative. Ils étaient en minorité, par rapport aux propriétaires qui les engageaient

de temps en temps pour les travaux. Mais les propriétaires se mirent à s'occuper de tout et provoquèrent une réaction de la base. Les légumes étaient menacés de destruction par manque de soin. Et Hospitalet commençait à avoir faim, 25 % de sa population se trouvait complètement inoccupée par suite de la crise et une partie de ceux qui travaillaient ne pouvait le faire que trois jours par semaine.

Les ouvriers agricoles comprirent que cette situation, déjà préoccupante se serait vite aggravée si les produits des vergers étaient perdus et ils décidèrent de les sauver. Ils convoquèrent les propriétaires et dans une Assemblée les uns et les autres décidèrent de socialiser immédiatement le travail de la terre.

On créa alors la Collectivité des paysans où tous adhèrent. En tête figuraient toujours la C.N.T. et la F.A.I.

Alors, à la petite propriété cultivée par le propriétaire et le journalier embauché pour la période de travail, se substitua la grande étendue travaillée selon un plan général. Le travail augmenta donc en intensité et en extension. Même les terres considérées jusqu'alors stériles furent utilisées.

Mais le moyen d'échange était encore l'argent. Son manque constitua une grande difficulté. Il empêchait l'achat des outils de travail, des animaux, et la technisation de l'agriculture. Il imposait d'importants sacrifices, tels que la renonciation aux 15 % d'augmentation décrétée par le gouvernement régional, et à la journée de travail de 8 heures. Les paysans de la Collectivité perfectionnèrent pourtant leur organisation et vivaient de leurs propres ressources qui, sans doute, seront plus grandes quand la vente de leurs produits sera possible.

Les industries passèrent par les étapes connues dans la première phase de la révolution. On commença par le contrôle des usines, spécialement de celles en activités. Les ouvriers nommèrent dans chaque entreprise des comités ayant la mission de veiller sur toute la production et sur l'administration patronale.

Les entreprises pauvres, ayant des dettes — nombreuses dans cette période de crise — furent immédiatement collectivisées. Le patron fut éliminé comme tel, et assimilé aux producteurs.

Les comités dirigèrent eux-mêmes la production, suivant la ligne d'une économie particulariste, tracée par le Décret sur la Collectivisation. La C.N.T. et la F.A.I. créèrent immédiatement les conseils d'intensification de la production qui obligèrent les patrons à prendre la main-d'œuvre inoccupée. Presque tous les sans-travail furent ainsi engagés. Cette mesure fut fatalement anti-économique : le manque de matière première dans l'industrie textile — la plus importante — et de marchés devaient nécessairement conduire à un abaissement de la production, disproportionné par rapport à la main-d'œuvre occupée.

Pour porter remède à la misère existante, il fut créé, sur l'initiative de la C.N.T., des commissions de ravitaillement pour le peuple : leur tâche était de procurer de l'alimentation à ceux

qui ne travaillaient pas et à ceux qui travaillaient. La situation économique ne pouvant se normaliser rapidement et des familles très nombreuses ne percevant pas de salaires suffisants pour vivre, ces commissions continuèrent longtemps à jouer leur rôle de secours social.

On s'aperçut vite du danger inhérent à l'administration particulariste des entreprises ; entre autres, la concurrence et le manque de solidarité auraient pu provoquer des heurts et des luttes incompatibles avec l'esprit socialiste et libertaire. La C.N.T. locale lança alors le mot d'ordre « Socialisons les industries ».

L'idée se réalisa rapidement. D'abord les coiffeurs, puis les spectacles, l'industrie du bois, l'industrie de construction, l'alimentation, et les transports. Je trouvais l'industrie métallurgique en pleine activité réorganisatrice et celle des textiles seulement partiellement collectivisée. De même dans toute la Catalogne. Les industries chimiques étaient encore aux comités de contrôle. La nouvelle structure trouvait des obstacles dans le manque de matières premières et dans le manque de travail qui s'ensuivait. D'autre part, les résistances de l'U.G.T. obligèrent à marquer le pas.

Des industries actives et passives existant donc, la nécessité de stabiliser le salaire unique pour tous s'imposa vite. Il fut même envisagé la création d'une caisse commune inspirée de la solidarité inter-industrielle, de laquelle tous les ouvriers sans exception tiraient des ressources égales. Cela ne put être réalisé. La solidarité financière se pratiquait seulement dans quelques branches.

Quand les différentes branches avaient une production notablement excédentaire, on en donnait communication à la Commission centrale administrative laquelle voyait comment et dans quelles mesures aider les branches déficitaires, auxquelles elle distribuait les sommes nécessaires à l'achat de matières premières et de divers éléments de production. Quand les sommes à délivrer étaient importantes, les délégués de toutes les branches, réunis en congrès, examinaient les conditions économiques et techniques de l'aide. L'examen fait et les observations, indications et critiques étant entendues, on accordait l'argent demandé, ou bien la nécessité d'éliminer la cause du déficit de l'industrie considérée se révélait.

Cette initiative de solidarité fut, peu après, intégrée dans l'institution du salaire familial. A cette fin, un recensement spécial avait été fait, et on avait dressé de minutieuses statistiques.

Les préoccupations de la vie économique n'étaient pas seules à assaillir nos camarades. La culture avait toujours été vive dans leurs aspirations. Après Francisco Ferrer, les syndicats ouvriers anarchistes avaient maintenu en Espagne, de 50 à 100 écoles rationalistes dans lesquelles se donnait un enseignement indépendant de tout dogme, tant politique que religieux et même social. Les camarades de Hospitalet affrontèrent immédiatement ce problème. Il y avait 8.000 enfants dont 4.000 seulement pouvaient accéder aux écoles. Les autres restaient dans les

rues par manque d'école ou par suite de la misère des familles.

La C.N.T. et la F.A.I. ne voulaient pas seulement résoudre ce grave problème. Elles auraient pu le faire, mais elles préférèrent unir leurs efforts à ceux des autres fractions chez lesquelles elles espéraient trouver un écho favorable. Les militants de l'U.G.T. et ceux de la Gauche catalane se réunirent donc, et on leur présenta les projets de réforme de l'enseignement qui, du fait de leur objectivité, furent acceptés. Les trois fractions se mirent au travail ensemble.

En six mois de révolution, parmi mille difficultés, le problème de la guerre, et celui de la reconstruction, il était difficile de progresser rapidement. Malgré cela, le miracle s'accomplit. On adapta vite de nombreux édifices et aujourd'hui 6.500 enfants assistent aux classes dans des salles plus vastes, plus hygiéniques et lumineuses que celles qui existaient jusqu'alors. Le personnel enseignant a été amélioré, avec l'élimination de tous les vieux maîtres au cerveau racorni, liés à l'esprit de l'enseignement clérical. On suivait librement les tendances pédagogiques modernes. Une fois par semaine, les maîtres se réunissaient pour exposer et discuter les résultats de leurs efforts.

Les enfants étaient l'objet d'autres attentions. Je vis qu'il avait été construit un immense édifice où les parents pouvaient les laisser pour vaquer à leurs occupations. Tous les jeudis, dans tous les cinémas de la ville, on donnait des spectacles pour enfants avec des films choisis et des programmes habilement conçus. Dans les usines, où le travail des femmes était nécessaire, on préparait des crèches. J'ai assisté à l'inauguration de la première. On avait déjà presque entièrement construit une maternité pour les femmes du peuple qui, jusqu'alors, avaient accouché dans des conditions épouvantablement anti-hygiéniques. Un gynécologue compétent dirigeait la construction de cet établissement.

Puisque nous parlons d'hygiène, notons qu'il ne manquait pas de dispositions rigoureuses selon lesquelles tous les travailleurs et leurs familles devaient recevoir dans les cliniques, les dispensaires, des consultations et les soins, auxquels ils avaient droit, par des médecins spécialisés. Toujours sous l'égide de la C.N.T. et la F.A.I. tous purent être dûment assistés.

Mais cela n'était qu'une solution provisoire ; on avait construit un hôpital provincial de grandes dimensions.

Parallèlement à cette activité syndicale, il existait une autre, municipale. L'esprit communal est très marqué dans les conceptions de nos camarades d'Hospitalet. Ils auraient pu s'emparer complètement de la situation. Mais par solidarité et loyauté anti-fasciste, ils ne le voulurent pas. Ils invitèrent l'U.G.T. et le parti de la Gauche Catalane à constituer ensemble le conseil municipal.

On nomme en tout 22 conseillers dont 8 s'acquittaient de charges effectives. Le maire de la ville est un militant anarchiste.

Les deux autres fractions ont eu peur de l'audace révolutionnaire des nôtres et elles se sont retirées ensuite de la mairie. Nos camarades ont toujours attendu qu'ils reviennent, et entre temps, ils ont continué sans faiblesse leur travail.

Ils avaient l'esprit administratif. Ils avaient déjà délimité les fonctions incombant aux syndicats et celles incombant à la commune. La tendance à considérer les intérêts du groupe dans le cadre des intérêts généraux dominait toujours. Et comme il n'existait pas de syndicat isolé, puisque chacun devait faire les comptes pour de nouvelles œuvres avec l'assenjiment des autres, les syndicats ne prédominaient pas, même là où les problèmes à résoudre revêtaient un caractère général. C'est la mairie qui était alors compétente. Enseignement, travaux publics, santé, assistance sociale, etc. étaient des organismes reliés à la mairie. Pour la ratification de leur travail, nos camarades faisaient appel à l'opinion publique.

Ils rendaient donc compte du travail fait, en convoquant la population dans de vastes assemblées de quartiers, assemblées qui se déroulaient dans les plus grandes salles existantes. Ils exposaient ce qu'ils avaient fait, et ce qu'ils se proposaient de faire. Et le peuple manifestait son opinion. Par conséquent, il ne se faisait pas de politique de parti, à portes closes. Il ne se prenait pas de décisions à l'insu de la population. Le contact avec elle était toujours maintenu, les normes libertaires étant appliquées de la meilleure façon possible.

LEVANT

La Fédération Régionale du Levant, constituée par nos camarades de la C.N.T. qui a servi de base à la constitution de la Fédération parallèle des collectivités agraires, englobait cinq provinces : Castellon de la Plana, Valence, Alicante, Murcie et Albacète. L'importance de l'agriculture pour les quatre premières — toutes méditerranéennes — parmi les plus riches de l'Espagne, et celle de la population — presque 3.300.000 habitants — donnent un grand relief aux réalisations sociales qui y ont été effectuées. A notre avis, c'est dans le Levant — grâce à ses richesses naturelles et à l'esprit créateur de nos camarades — que l'œuvre des collectivités agraires a été la plus vaste et la mieux réalisée.

(...) Des cinq provinces, c'est dans celle de Valence que le mouvement a été le plus développé.

Cela s'explique en premier lieu par sa grande importance : 1.650.000 habitants au moment de la révolution. Puis, par ordre décroissant, venait la province de Murcie, avec 622.000 habitants ; Alicante avec 470.000 ; Castellon de la Plana avec 312.000 ; enfin Albacète qui en comprenait 238.000. Le nombre des collectivités était en proportion de celui des habitants. Mais c'est dans la province de Valence que les socialisations ont pris depuis le début un rythme plus décisif et accéléré.

Ce n'est pas une surprise pour quiconque connaît l'histoire sociale de cette région. Depuis 1870, le mouvement libertaire y a toujours eu, dans les campagnes, des militants obstinés ; et tandis que dans la ville de Valence, à certaines époques, il était complètement éteint, dans les campagnes, il n'est jamais mort : les paysans tenaient toujours haut, le flambeau. Et c'est à ces militants souvent petits propriétaires, qu'on fit appel pour le faire renaître, vers 1918, dans la ville conquise par le républicanisme, seul élément — alors — d'opposition à la monarchie.

Pour ces hommes, la révolution n'était pas seulement la lutte sur les barricades ; elle a toujours apparu comme prise de possession de la terre et organisation du socialisme libertaire.

(...) Au congrès de la Fédération des Paysans du Levant, 21-23 novembre 1937, on comptait 430 collectivités organisées. Cinq mois plus tard, on en comptait cinq cents. Pour faire apprécier ces chiffres, signalons que les 5 provinces totalisaient, de la plus grande ville au plus petit village, 1.172 municipalités. C'est donc dans 43 % des localités de la région agricole la plus riche d'Espagne, où, dans la « huertra » de Valence, la densité de la population est la plus élevée du monde — 450 hab. au km², que sont apparues, en 20 mois, 500 collectivités agraires.

En général, de telles collectivités n'ont pas le même caractère que celles d'Aragon. Dans cette région, la prédominance plus ou moins exclusive des troupes de la C.N.T. et de la F.A.I. ont empêché longtemps la police, l'administration de l'Etat et les partis politiques s'appuyant sur l'autorité gouvernementale, de faire obstacle à leur développement. Dans le Levant, comme du reste dans toutes les autres régions d'Espagne, les autorités sont restées à leur poste avec les Gardes d'Assaut, les carabiniers et les troupes commandées par des officiers qui n'avaient pas du tout l'esprit révolutionnaire.

Il était donc difficile de collectiviser depuis le début, avec la même rapidité obstinée qu'en Aragon. D'autre part, dans la région du Levant l'importance des villages qui souvent ressemblent à de petites villes, rendait difficile aussi l'adhésion unanime de la population ; les divisions politiques et sociales y étaient plus nettement marquées, les différentes tendances mieux organisées.

Presque toujours, dans le Levant, les collectivités sont nées sur l'initiative des syndicats des paysans du lieu ; mais elles ne tardèrent pas à constituer une organisation autonome. On maintint seulement un contact externe avec le syndicat qui constituait la jonction nécessaire entre collectivistes et individualistes. En fait, ces derniers apportèrent leurs produits pour les échanger contre autre chose. Ainsi, en pratique, leur isolationnisme se diluait entièrement dans l'œuvre médiatrice du syndicat, lequel s'était désormais organisé sur une structure répondant au nouveau but. Dans son sein avaient été créées des commissions — pour le riz, les

oranges, l'horticulture. La collectivité elle-même avait son magasin et ses commissions. Plus tard, cet inutile dédoublement fut supprimé. Les magasins furent unifiés ; les commissions furent composées de collectivistes et d'individualistes inscrits au syndicat. D'autres en créèrent de mixtes ; comme par exemple celle pour l'achat des machines, des semences, des engrais, des insecticides, des produits vétérinaires, etc. Ils utilisèrent les mêmes camions. La solidarité s'étendit. Et l'esprit collectiviste attirait toujours plus les récalcitrants.

L'organisation de base étant donc double. Elle embrassait intelligemment tout ce qu'il était possible d'embrasser. Elle permettait même, grâce au syndicat, de continuer à pénétrer dans les couches populaires susceptibles d'être influencées.

Rapidement, cette organisation tendit à unifier et rationaliser tout. Le rationnement et le salaire familial furent établis par cantons, les villages les plus riches aidèrent les plus pauvres à travers les comités cantonaux intermédiaires. Dans chaque centre cantonal, fut constitué un noyau de techniciens composé de comptables, d'un expert en agriculture, d'un vétérinaire, d'une spécialiste de la lutte contre les maladies des plantes, d'un ingénieur, d'un architecte et d'un expert des questions commerciales.

L'organisation permettait de distribuer et d'utiliser également les éléments nécessaires au bon fonctionnement de l'activité.

Chaque collectivité avait un vétérinaire.

La plus grande partie des ingénieurs et des vétérinaires adhéraient au syndicat de la C.N.T. On y comptait aussi un grand nombre de techniciens de l'agriculture. Les spécialistes dans la culture de la vigne et dans la fabrication du vin y étaient tous, sauf six. Les ingénieurs et les vétérinaires employés par les autres entreprises et non par la collectivité, travaillaient aussi pour celle-ci et même de façon désintéressée, s'appliquant à l'élaboration de plans, et à la réalisation de projets. L'esprit créateur de la révolution avait conquis les esprits progressistes.

Les agronomes proposaient les entreprises nécessaires et possibles : planification de l'agriculture, transplantation des cultures que la propriété individuelle ne permettait pas toujours d'adapter aux conditions géologiques et climatiques plus favorables. Le vétérinaire organisait scientifique l'élevage. Eventuellement, il consultait l'agronome sur les ressources dont il pouvait disposer. Et avec les commissions paysannes, ce dernier adaptait les cultures dans la mesure du possible.

Mais le vétérinaire consultait aussi l'architecte et l'ingénieur pour la construction des porcheries, étables, écuries, et poulaillers collectifs. Le travail se planifiait spontanément. On planifiait à la base et depuis la base, selon les principes libertaires.

Grâce aux ingénieurs, il avait été construit un grand nombre de canaux et de puits artésiens qui ont permis soit de mieux irriguer les terres, qui étaient peu, soit de transformer celles qui

étaient sèches. Au moyen de pompes aspirantes on avait procédé à la prise et à la distribution de l'eau. Ce n'était pas une nouveauté technique, mais ce l'était en fait pour beaucoup de villages de cette région. La nature du sol, très poreuse, et la rareté des précipitations atmosphériques — 400 mm en moyenne — avaient toujours rendu très difficile cette extraction de l'eau qu'il fallait aller chercher à 50, 100 ou 200 mètres de profondeur. Dans la région de Murcie et de Cartagène, furent peut-être faits les plus grands efforts. Aux alentours de Villajoyosa, la construction d'un barrage permit d'irriguer un million d'amandiers qui jusqu'alors avaient souffert de sécheresse.

Les architectes ne s'occupaient pas seulement de constructions pour les animaux. Parcourant la région, ils donnaient des conseils sur les habitations humaines quant à l'architecture, aux matériaux, aux fondations, à la situation, à l'hygiène, etc. ; toutes choses auxquelles s'opposait jusqu'ici et trop souvent les intérêts des uns et l'ignorance des autres. Le voisinage des villages, beaucoup moins disséminés qu'en Aragon, facilitait cette solidarité active. Le travail était même intercommunal. Un noyau se constituait pour combattre les maladies des plantes pour donner le soufre, pour tailler les arbres, pour travailler dans les champs et les vergers de plus de localités. Un autre se consacrait à la réfection ou à la construction des routes. Tout cela facilitait la synchronisation des efforts et leur nécessaire rationalisation sur un plan général.

Les 500 collectivités et sections de la région du Levant étaient subdivisées en 54 fédérations cantonales qui se rassemblaient en 5 fédérations provinciales, lesquelles débouchaient sur le Comité régional qui embrassait le tout.

Ce comité nommé par des congrès annuels et responsable devant eux — paysans en chemise et sabots — se composait de 26 sections techniques : culture des fruits en général, agrumes, vignes, oliveraies, horticulture, riz, bétail ovin et caprin, porc et bovin venant ensuite les sections industrielles : vinification, fabrication d'alcools, de liqueurs, de conserves, d'huile, de sucre, de fruits, d'essences et parfums ainsi que d'autres produits dérivés ; de plus on lança les sections de produits divers, d'importation-exportation, de machineries, transports, engrais ; de là, la section de construction orientant et stimulant la construction locale d'édifices de toute espèce ; enfin la section d'hygiène et d'enseignement.

On comprendra mieux maintenant la portée et la méthode de cette organisation. Malheureusement, nous ne pouvons décrire l'œuvre dans ses particularités. Disons pourtant, parce qu'on peut en mesurer l'importance, que la moitié de la production d'oranges — presque quatre millions de quintaux — était aux mains de la Fédération paysanne du Levant et que 70 % de la récolte totale était transportée et vendue par son organisation commerciale — grâce à ses magasins de dépôt, à ses camions, à ses bateaux — et à sa section d'exportations qui au début de 1938 avait établi en France des sections de vente (à

Marseille, Perpignan, Bordeaux, Sète, Cherbourg et Paris).

La même chose existait pour le riz — 30.000 hectares dans la seule province de Valence sur 47.000 dans toute l'Espagne — et pour les légumes frais — la « huerte » de Valence et les jardins de Murcie donnaient deux ou trois récoltes par an.

L'organisation permettait encore d'autres réalisations et une méthode de travail sans laquelle ces réalisations n'auraient pu être faites, soit par manque de moyens, soit par insuffisance de rendement que la multiplicité des efforts aurait rendu trop coûteuse en matériel employé et en énergie dépensée.

Quand par exemple les collectivités d'une localité croyaient utile de créer une fabrique de liqueurs, de sucres de fruits, de conserves, etc. elles communiquaient l'idée à la section correspondante du Comité central à Valence. Celui-ci examinait la proposition et, suivant le cas, invitait une délégation des proposant. Si — suivant les matières premières utilisables — il existait déjà assez de fabriques, on répondait négativement en expliquant la raison. Si l'installation convenait, on acceptait la proposition. Mais l'œuvre n'aurait incombé qu'aux collectivités locales proposant. Par l'intermédiaire du Comité régional, toutes les 500 collectivités auraient contribué à l'effort. En général, on cherchait à éliminer tout déséquilibre entre production et distribution.

Jusqu'alors, il s'était perdu une immense quantité de fruits qui pourrissaient sur place, manquant de marchés nationaux et internationaux. Cela arrivait surtout pour les oranges consommées intégralement à l'état naturel et qui sur le marché anglais, se heurtaient à la concurrence de la Palestine et de l'Afrique du Sud, ce qui obligeait à baisser le prix et à diminuer la production.

La fermeture d'une grande partie des marchés d'Europe, celle du marché intérieur occupé, coupé par les troupes de Franco, et les obstacles opposés à l'œuvre de socialisation par le gouvernement, aggravèrent le problème. Et cela ne fut pas seulement un mal pour les oranges, mais pour les pommes de terre et les tomates. Une fois de plus l'initiative des collectivités apparut nécessaire.

Celles-ci organisèrent des séchoirs pour pommes de terre, tomates et oranges. On commença ainsi à utiliser ces légumes secs durant toute l'année. Pour les oranges, on en obtenait : de l'essence extraite des écorces en plus grande quantité qu'avant, du miel d'orange fait avec du sucre préparé le cas échéant, de la pulpe pour la conservation du sang des abattoirs dans le but d'en faire un aliment nouveau pour les volailles, du vin d'orange dont on extrayait de l'alcool pour les cures médicinales.

Des fabriques de concentrés plus importantes furent organisées à Olive et à Burriana. Les fabriques de conserves de légumes, dont les principaux centres étaient à Murcie, Alfasar, Castellon et Paterna, étaient aussi aux mains de la Fédération. Le paysan qui contribue lui-même à

l'industrialisation de ses produits nous semble un fait nouveau qui mérite d'être souligné.

Nous avons dit que le siège des Fédérations cantonales était le plus souvent choisi près des voies ferrées ou des routes, ce qui facilitait le transports des marchandises. Les collectivités de chaque canton y envoyaient l'excédent de leurs produits. Ceux-ci étaient comptabilisés, classifiés, emmagasinés et les chiffres correspondant envoyés aux différentes sections du Comité régional de Valence, de façon que la Fédération savait toujours exactement de quelle réserve elle pouvait disposer pour les échanges, les exportations et les distributions.

L'esprit créateur se montrait aussi dans l'intensification de l'élevage des animaux de basse-cour. Les poulaillers, les clapiers, les parcs, se multipliaient journellement. Des races nouvelles, inconnues du simple paysan, de lapins, et de poules se répandaient de plus en plus et les collectivités qui avaient fait les premiers pas, aidaient les autres. Enfin, les efforts d'organisation et de justice économique, n'étaient pas les seuls motifs d'action. Chaque collectivité a créé une ou deux écoles, avec la même promptitude avec laquelle on avait organisé les premiers poulaillers. Le salaire familial et la nouvelle morale permettaient d'envoyer tous les enfants à l'école. Dans la nouvelle juridiction, les collectivités du Levant, comme celles d'Aragon, de Castille, d'Andalousie, d'Estrémadure avaient donné, dès les premiers temps, le coup de grâce à l'analphabétisme. Et n'oublions pas que dans les campagnes espagnoles se trouvaient 70 % de gens incultes.

Pour compléter cet effort et dans un but pratique immédiat, il avait été ouvert une école de secrétaires et de comptables, à laquelle plus de 100 élèves furent envoyés par la collectivité. Cela à la fin de 1937.

La dernière création est l'Université de Moncada. Œuvre de la Fédération régionale du Levant, celle-ci l'a mise à la disposition de la Fédération nationale des paysans d'Espagne. On y enseigne l'élevage des bestiaux, des animaux de basse-cour, les soins à donner aux animaux, les méthodes de sélection, les caractéristiques des races, l'agriculture, la sylviculture, etc. Il y avait 300 élèves envoyés par les collectivités. Il y en aurait eu davantage s'il y avait eu assez de professeurs et d'édifices. Ceux-ci étaient installés entre les orangiers, au milieu des champs.

Enfin, signalons que l'esprit de solidarité des collectivités de Valence est aussi grand que celles d'Aragon. Elles ont accueilli un grand nombre de réfugiés, surtout des femmes et enfants, de Castille. Elles ravitaillaient gratuitement Madrid, une partie du front du Centre et le sud du front aragonais. Les collectivités de Benio-pa, Olive, Jeresa, Tabernas de Villadigua, Beinairo et Simat — canton de Gandia — donnèrent dans les six premiers mois de guerre, 187 camions de vivres. Peu après la chute de Malaga, un simple coup de téléphone fit parvenir, toujours gratuitement, sept camions de ravitaillement à Almería, centre de réfugiés affamés. Multipliez cette pro-

portion par toutes les collectivités du Levant, aussi généreuses que le soleil qui semble les inspirer, et vous aurez un nouvel aspect de leurs œuvres sociales.

CONCLUSIONS ET COMMENTAIRES

L'attaque des collectivités

En juin 1937, le communiste Uribe, ministre de l'agriculture, publia un décret par lequel il légalisait les Collectivités sur tout le territoire espagnol quelles que fussent les circonstances où elles étaient nées.

Qui connaît la campagne rageuse que cet homme avait soulevée contre les réalisations des paysans révolutionnaires trouvera cette volte-face surprenante. Durant des mois, il avait prononcé des discours, retransmis par radio, incitant les paysans à ne pas entrer dans les collectivités, encourageant les petits propriétaires à les combattre. Il avait toujours parlé comme ministre, de façon à ce que les conservateurs et les réactionnaires des campagnes se sentent appuyés par le gouvernement dans leur instinctive tendance à choisir l'ancien système plutôt que le nouveau monde en formation.

(...) Dans de telles conditions, la législation des collectivités surprendra énormément. Immédiatement, des équipes de jeunes communistes se constituèrent pour aller, en Catalogne et au Levant, aider les paysans pour la récolte. La presse stalinienne remplissait ses colonnes d'informations, de communiqués, de clichés traitant de cette collaboration des « brigades de chocs » et de l'agriculture.

Ceux qui connaissent les hommes qui donnent de telles directives ne peuvent se faire d'illusions sur leurs buts. Essayer, tout simplement, de pénétrer dans les organisations agraires pour s'en emparer et les détruire.

Au milieu du mois de juin, l'attaque commençait en Aragon sur une grande échelle et avec des méthodes jusqu'ici inconnues. La moisson approchait. Fusils en mains, les gardes de finance, qui obéissaient à l'inspiration communiste, arrêtaient sur les grandes routes les camions chargés de vivre et les amenèrent dans leurs quartiers. Un peu plus tard, les mêmes gardiens affluèrent dans les Collectivités et, au nom de l'Etat-Major qui avait ses quartiers à Barbastro, exigèrent qu'elles leur donnent leurs grandes quantités de blé.

(...) Ensuite vint l'attaque ouverte. Le commandant Lister en fut chargé. Ses troupes s'étaient retirées de plus de 50 km lors de la bataille de Belchite, au mois d'août de la même année. Il serait trop long d'exposer en détails les épisodes. Le résultat final fut que 30 % des collectivités furent complètement détruites. A Alcolea, le Conseil municipal, qui dirigeait la collectivité, fut arrêté ; les hôtes de la Maison des Vieux, dont on a parlé dans ce livre, jetés à la rue. A Mas de las Matos, à Mouzon, à Barbastro, un peu partout, il y eut des arrestations. On sacqua partout. Les magasins des coopératives, les dépôts de blé furent dévalisés ; les meubles ré-

duits en morceaux. Le gouverneur de l'Aragon, qui fut mandaté par le Gouvernement central après la dissolution du Conseil de l'Aragon — ce qui paraît être le mot d'ordre pour l'attaque à main armée contre les collectivités — protesta. Il fut envoyé au diable.

Le 22 octobre, au Congrès national des paysans, la délégation du Comité régional d'Aragon présente un rapport dont voici le résumé :

* Plus de 800 organisateurs de Collectivités ont été arrêtés. Le gouvernement a nommé des comités de gestion qui s'emparèrent des magasins de vivres et distribuèrent leur contenu au hasard. Les terres, les animaux de trait et les instruments de travail, furent rendus aux familles, ou à des fascistes que la Révolution avait épargnés.

* Les récoltes furent distribuées de la même façon. Les animaux élevés par les collectivités subirent le même sort. Un grand nombre de porcheries collectives, d'établissements de laiteries, ont été détruites. Dans certaines communes, comme Bordou et Calaccite ; on prit même les semences et les paysans en manquent maintenant pour travailler les terres *.

L'intelligence populaire

Je signale un fait curieux : le fiasco du sommet : des têtes dirigeantes des « hommes-guides ». Je ne parle pas seulement des politiciens, des chefs socialistes, et communistes. Je parle aussi des militants anarchistes notoires, de ceux qui sont nommés en langage courant, des leaders.

L'anarchisme espagnol en avait. Le plus capable, Vincenzo Orabon Fernandez, mourut peu avant le 19 juillet. Il avait amplifié et approfondi ses problèmes politiques et économiques, et était un sociologue, au sens vrai du terme. D'autres étaient des hommes cultivés, d'excellents agitateurs, des orateurs parfois remarquables, de bons journalistes et écrivains. Fédérica Montseny était une des femmes les plus intelligentes qui aient pris part à l'activité intellectuelle du pays.

Mais ces militants n'ont joué aucun rôle dans l'œuvre que j'ai décrite dans ce livre. Depuis le début, ils furent absorbés par des charges officielles qu'ils acceptèrent malgré leur traditionnelle répugnance pour les fonctions gouvernementales. L'unité antifasciste leur suggérait cette attitude. *Il fallait faire faire les principes, faire des concessions transitoires.* Cela les empêchait de continuer leur rôle de guides. Il restaient en marge de cette grande entreprise reconstructive, dans laquelle le prolétariat trouvera pour l'avenir des enseignements précieux.

Certes, il leur aurait été possible d'apporter quelquefois des conseils utiles, d'exposer des normes générales d'action et de coordination. Ils ne le firent pas. La raison ? C'est qu'ils furent surtout des démolisseurs. La lutte contre l'Etat et la société capitaliste les avait imprégnés d'esprit tactique politique, auquel ils subordonnaient toute leur culture et leur prestige personnel. Aucun militant — sauf Noja

Ruiz et, dans les derniers temps Santillan — n'était compétent pour résoudre les problèmes économiques de la Révolution. Il ne s'improvise pas une mentalité constructive, capable de discerner les contradictions d'une réalité morcelée et de les harmoniser dans une vision d'ensemble.

Cependant, tout homme intelligent qui eut conservé son agilité mentale aurait pu aider l'œuvre commune. Mais il n'en fut rien. Même certains intellectuels qui restaient en marge des charges officielles demeurèrent étrangers à l'œuvre de transformation radicale de la société.

Comment fut donc possible, malgré tout, la réussite? J'ai réfléchi deux mois, pour trouver une réponse claire, satisfaisante. Je sais maintenant que la raison de cet heureux résultat est vraiment l'intelligence positive du peuple. Elle a été notre force secrète.

Durant des dizaines d'années, les journaux, revues, opuscules anarchistes avaient modelé des militants individuellement, actifs et capables d'initiative. Ils ne s'étaient pas habitués à attendre d'en haut les directives d'action. Ils avaient toujours pensé et agi par eux-mêmes, parfois bien, parfois mal. Lisant le journal, la revue, l'opuscule, le livre, chacun formait et complétait sa personnalité. Il ne s'était jamais offert à eux un dogme ou une ligne d'action uniforme et sûre. La problématique des faits réels et la critique des systèmes économiques et politiques avaient toujours induit à la réflexion dans laquelle mûrissaient peu à peu des idées claires de révolution.

Depuis déjà longtemps les problèmes de la reconstruction sociale étaient à l'ordre du jour. Une partie des militants les plus renommés dédaignaient les études publiées par Isaac Puente, Besnard, Santillan, Orobon Fernandez, Noja Ruiz, Leval. Mais beaucoup d'ouvriers plus sensés et peut-être au fond plus intelligents les lisaient avidement. Des 70.000 lecteurs de la revue libertaire « Etudes », une bonne partie suivait les travaux qui se publiaient sur ces thèmes. On débattait dans de minutieuses analyses, des problèmes qu'une révolution ouvre toujours dans le domaine alimentaire, combustible ou agricole.

C'est aussi l'œuvre de beaucoup de sections syndicales. Et quand en mai 36, au congrès de Saragosse, un des militants les plus renommés qui avait toujours témoigné d'une olympienne indifférence envers ces questions — il fut plus tard aussi bon ministre que mauvais organisateur (1) — fit sur le communisme libertaire un exposé où se révélait l'inconsistance de sa pensée, les ouvriers et les paysans venus de toutes les provinces manifestèrent leur réserve, parce qu'ils comprenaient bien que la vie sociale devait se concevoir et s'organiser de façon plus méthodique.

De toutes ces activités, de la lutte permanente qui exigeait des hommes pleins de volonté d'action, naquit cette capacité du peuple qui a permis de réaliser l'œuvre merveilleuse des Collectivités agraires et des organisations industrielles.

(1) Garcia Oliver (note du traducteur).

Capacité du peuple, donc. C'est-à-dire intelligence, plus volonté, voilà le secret.

Les plus humbles journaliers ne doivent pas être oubliés. J'en ai connu beaucoup parmi les membres des comités syndicaux qui avaient, très souvent, une conception assez juste des contingences d'une révolution et de l'organisation économique. Ils parlaient avec compétence des matières premières, des achats à l'extérieur, des nécessités de perfectionnement ou d'élimination de telle ou telle branche d'industrie, de la défense armée et de bien d'autres choses.

La prompt réaction contre les Comités de contrôle qui, dans les grandes villes, menaçaient de se transformer en une nouvelle bureaucratie parasitaire, la décision rapide de se défendre contre les attaques des 18 et 19 juillet, la sortie de chefs militaires improvisés qui ont sous leurs ordres des militaires de profession (les Durruti, les Ortiz, les Mera, les Ascaso) sont des faits qui, tous, confirment mon jugement.

Quand je fis ma première visite, qui n'était pas celle d'un touriste, au front d'Aragon, mon attention fut attirée par la physionomie de nombreux jeunes qui se trouvaient dans les tranchées, Regards clairs, heureux, fermes, front lumineux où brillait la pensée. Je revins à Barcelone en voiture, voyageant avec un camarade, le conseiller économique de la région, qui allait à Valence faire auprès du gouvernement central, une tentative désespérée pour sauver sa compagnie, détenue par les fascistes à Saragosse.

C'était un homme simple dans son aspect extérieur et dans son comportement moral — mais d'une trempe remarquable. Quoique tourmenté par le sort de sa compagnie, il me donna de continues explications sur les nouvelles terres qu'il fallait cultiver, sur les mines de fer, de charbon, de manganèse qu'on pourrait ouvrir, sur les canaux qu'on devait construire, sur les échanges avec la Catalogne et les relations entre les paysans collectivistes et ceux qui étaient restés individualistes.

Nous avons parlé aussi d'électrification. Il m'exposa un plan de réseau unique, alimenté par toutes les forces hydrauliques et distribué à égalité dans toutes les régions socialisées pour éviter les concentrations industrielles et les spécialisations agraires excessives et souvent injustes. Je fus surpris de sa connaissance sérieuse et profonde de l'économie espagnole. Je voulus savoir quelque chose de lui. C'était un ouvrier vitrier qui avait seulement 32 ans. Beaucoup de ministres de l'Economie et de l'Agriculture de la République, de la Monarchie, en savaient moins que lui...

(...) La révolution s'est déroulée dans des circonstances extrêmement compliquées. On a dû se battre contre les attaques de l'extérieur et de l'intérieur. Appliquer les principes anarchistes demandait des efforts centuplés. Malgré cela, ils ont été appliqués dans de nombreux endroits. Les organisateurs ont su s'adapter à tout. Leur technique est parvenue presque toujours au but. Pour chaque problème il a été trouvé une solution. Je le répète : cela fut possible parce que

nous avions avec nous l'intelligence populaire, l'intelligence de base. C'est elle qui travaille, oriente et crée. C'est elle qui trouve la voie et qui répond aux mille nécessités de la vie et de la révolution. Son activité, multiple et multiforme, a été merveilleuse. Elle a organisé les milices et vaincu le fascisme dans la première étape de la guerre. Elle a travaillé sans attendre, à la fabrication de chars d'assaut, de fusils et d'obus.

L'initiative est venue du peuple, surtout du peuple influencé par les anarchistes.

Prenons les collectivités d'Aragon. On y trouve parmi ses organisateurs, seulement deux avocats, à Alcorisa. Ce n'étaient pas des intellectuels au sens exact du mot. Mais ce qu'ils firent avec les autres camarades paysans et ouvriers fut bien fait, sans être meilleur que ce qui fut fait à Esplugas, à Binéfar, à Calanda, et dans d'autres collectivités.

Ce qui surprenait, en parlant avec ces paysans, c'était de constater qu'ils étaient en grande partie analphabètes. Mais ils avaient la foi, le sens commun et pratique, l'esprit de sacrifice, la volonté de construire un monde nouveau. Je n'ai pas la moindre intention de faire une démagogique apologie de l'ignorance. Ce qu'il y avait dans ces hommes était une mentalité, un cœur, un esprit, que ne donne pas l'instruction ; que même l'éducation officielle souvent étouffe. La culture spirituelle n'est pas toujours livresque ; moins encore académique. Elle peut naître des choses, et en tel cas, elle est plus dynamique. Indubitablement, les grandes intelligences s'attachent à ces créations, les coordonnent, indiquant les directives générales de la reconstruction sociale, mettant en garde telle région d'activité industrielle contre telle ou telle erreur, complétant une activité par une autre, harmonisant l'ensemble, stimulant ici, corrigeant là, aidant beaucoup. En Espagne, elles nous ont manqué, malheureusement. Ce n'était pas pour le travail de nos intellectuels, plus littéraires que sociologues, plus agitateurs qu'orientateurs que l'ennemi aurait pu s'illuminer. Et les paysans, libertaires ou non, d'Aragon, du Levant, de Castille, Estrémadure, d'Andalousie, les travailleurs de Catalogne, qui avaient compris cela, se mirent à la tâche seuls.

Les auteurs de l'organisation syndicale de la santé en Catalogne n'étaient pas non plus des intellectuels. Un médecin basque, à la volonté de fer, et quelques camarades infirmiers ont fait presque tout. Dans d'autres régions, des professionnels de talent ont animé ce mouvement et l'ont aidé. Mais encore une fois, l'initiative venait de la base.

Toute l'industrie de Alcoy, si bien organisée, était gérée par des ouvriers. De même celles d'Elda et de Castellon. Presque toujours, on chercherait en vain, à côté des discours politiques ou d'agitation, plus ou moins brillants, prononcés par des intellectuels, une orientation pratique, une conception concise. Le militant de base a tout fait, à Carcagente, à Elda, à Granollers, à Binéfar, à Jativa, dans le transport terrestre, dans le transport maritime, dans les

collectivités de la Castille, ou dans la semi-socialisation de Ripolls et de Puigierda.

Quant aux gouvernants, ils ont été aussi incapables dans l'organisation de l'économie que dans celle de la guerre.

PRINCIPES ET ENSEIGNEMENTS DE LA REVOLUTION ESPAGNOLE

Tout ce qui par témoignage direct ou indirect a été exposé dans ce livre, aide à la compréhension des enseignements suivants que j'ai formulés en synthèse comme sujet de méditation :

1) Le principe juridique des collectivités était entièrement « nouveau ». Ce n'était ni le syndicat, ni la mairie au sens traditionnel du mot et non plus la commune du Moyen-Age. Toutefois, elles étaient plus proches de l'esprit communal que de l'esprit syndical. Les Collectivités auraient pu souvent s'appeler Communautés, comme c'est le cas pour celle de Binéfar et constituaient vraiment un tout dans lequel les groupes professionnels et corporatifs, les services publics, les échanges, les fonctions municipales, restaient subordonnés, dépendant de l'ensemble, tout en jouissant de l'autonomie dans leur structure, dans leur fonctionnement interne, dans l'application de leurs buts particuliers.

2) Malgré leur dénomination, les Collectivités étaient pratiquement des organisations libertaires communistes, qui appliquaient la règle : « De chacun selon ses forces, à chacun selon ses besoins », soit par la quantité de ressources matérielles assurées à chacun là où l'argent était aboli, soit au moyen du salaire familial là où l'argent était maintenu. La méthode technique différait, mais le principe moral et les résultats pratiques étaient les mêmes.

Cette pratique était en effet sans exception dans les Collectivités agraires ; peu fréquente au contraire dans les collectivisations et socialisations industrielles, la vie de la ville étant plus complexe et moins profond le sentiment de la sociabilité.

3) La solidarité portée au degré extrême était la règle générale des Collectivités agraires. Non seulement le droit de tous à la vie était assuré, mais dans les fédérations mères s'établissait toujours plus le principe de l'appui mutuel avec le fonds commun dont jouissaient les pays moins favorisés par la nature. A Castellon, on établit dans ce but la Caisse de compensation. Dans le domaine industriel cette pratique semble avoir commencé à Hospitalet, dans les chemins de fer catalans, et plus tard elle fut appliquée à Alcoy. Elle aurait été plus générale si l'arbitrage avec les autres partis n'avait pas empêché de socialiser ouvertement dès les premiers jours.

4) Une conquête d'énorme importance a été : le droit de la femme à la vie, quelques fussent ses fonctions sociales. Dans la moitié des Collectivités agraires le salaire qui lui était attribué était inférieur à celui de l'homme, dans l'autre moitié équivalent ; la différence s'expliquait en tenant compte que la femme célibataire vit rarement seule.

5) De même les enfants ont vu leur droit reconnu spontanément : non comme une aumône accordée par l'Etat, mais bien comme l'exercice d'un droit que nul ne pensait à nier. En même temps, les écoles leur ont été ouvertes jusqu'à 14 ou 15 ans : seule façon d'éviter que les parents ne les envoient travailler avant l'âge, et pour rendre l'instruction réellement générale.

6) Dans toutes les Collectivités agraires d'Aragon, de Catalogne, du Levant, de Castille, d'Andalousie et d'Estrémadure, il y a eu pour règle spontanée de constituer des groupes de travailleurs presque toujours fixés dans des zones précises et qui se partageaient les cultures ou les terres. Egalement spontanée a été la réunion des délégués élus par ces groupes avec le délégué local de l'agriculture dans le but d'orienter le travail général.

7) En plus de ces réunions et d'autres analogues, des groupes spécialisés, avaient lieu des réunions de la Collectivité entière sous forme spontanée également — assemblées hebdomadaires ou bi-mensuelles ou mensuelles. On s'y prononçait sur l'activité des conseillers nommés par elles — sur les cas spéciaux et les difficultés imprévues. Tous les habitants, hommes et femmes, et qu'ils fussent ou non producteurs de biens de consommation, intervenaient et déterminaient les accords pris. Souvent même les « individualistes » pouvaient se prononcer et voter.

8) Dans la collectivisation de la terre, les modifications les plus importantes ont été : l'augmentation rapide du machinisme et de l'irrigation, l'extension de la polyculture, la plantation d'arbres de toutes espèces. Dans l'élevage des bestiaux : la sélection et la multiplication des espèces, leur adaptation aux conditions du milieu, du climat, de l'alimentation, etc. et la construction sur une vaste échelle, d'étables, de porcheries et de bergeries collectives.

9) On étendait continuellement l'harmonie dans la production et la coordination des échanges, de même que l'unité dans le système de répartition. L'unification communale se complétait avec l'unification régionale, d'où la Fédération nationale était élue.

A la base, la « Commune » organisait l'échange. Exceptionnellement la commune isolée la pratiquait, mais sur autorisation de la Fédération qui prenait note des échanges et pouvait les interrompre s'ils causaient un préjudice à l'économie générale. Cela arriva pour une collectivité isolée de Castille mais qui ne vendait pas le blé pour son compte mais envoyait le client à l'office du blé à Madrid.

En Aragon, la Fédération des Collectivités, fondée en janvier 37, et dont la résidence centrale se trouvait à Caspe, commença à coordonner les échanges entre toutes les communes de la région, ainsi qu'appliquer l'appui mutuel.

La tendance à l'unité s'était faite plus claire avec l'adoption d'une carte de « producteur » unique, et d'une carte de « consommateur » également unique, qui impliquait la suppression de toutes les monnaies, locales ou non, suivant la résolution prise au Congrès constitutif de février 37.

La coordination des échanges avec les autres régions et de la vente à l'extérieur s'améliorait toujours davantage. Dans le cas de bénéfices dus aux différences de change, ou à l'obtention de prix supérieurs aux prix de base déjà excédentaires, la Fédération régionale les employait pour aider les Collectivités les plus pauvres. La solidarité dépassait le circuit communal.

10) La concentration industrielle tendait à se généraliser dans toutes les communes, dans toutes les villes. Les petites usines, les ateliers anti-économiques disparurent. Le travail se rationalisa avec un objectif et une forme hautement sociale aussi bien dans les industries d'Alcoy que dans celles d'Hospitalet, dans les transports urbains de Barcelone que dans les collectivités d'Aragon.

11) La socialisation commençait souvent avec la répartition (à Segorbe, Granollers, différents villages d'Aragon). Dans certains cas, nos camarades arrachèrent à la municipalité des réformes immédiates (municipalisations des loyers, de la médecine à Elda, Benicarlo, Castellon, Alcañiz, Caspe, etc.).

12) L'enseignement progressa avec une rapidité jusqu'alors inconnue. L'immense majorité des collectivités et des municipalités plus ou moins socialistes a construit une ou plusieurs écoles. Chacune des Collectivités de la Fédération du Levant avait son école au début de 1938.

13) Le nombre des collectivisations augmentait continuellement. Le mouvement, né avec plus d'élan en Aragon, avait gagné dans les campagnes une partie de la Catalogne, prenant un élan extraordinaire, surtout dans le Levant, et ensuite dans la Castille, dont les réalisations ont été, selon des témoins responsables, peut-être supérieures à celles du Levant et de l'Aragon. L'Estrémadure et la partie de l'Andalousie que les fascistes tardèrent à conquérir — spécialement la province de Jean — ont elles aussi leurs Collectivités. Chaque région ayant les caractéristiques propres à son agriculture et à son organisation locale.

14) Dans mes enquêtes, j'ai rencontré seulement deux succès : celui de Baltana, et celui d'Ainsa, au nord de l'Aragon. Le développement du mouvement et les adhésions qu'il recevait peut s'exprimer par ces faits : en février 37 la région d'Angues avait 36 collectivités (chiffre communiqué au Congrès de Caspe). Elle en avait 57 en juin de la même année. Nous manquons de chiffres exacts sur le nombre de collectivités créées dans toute l'Espagne. Me basant sur les statistiques incomplètes du Congrès de février en Aragon, et sur les notes recueillies durant mon séjour prolongé dans cette région, je peux affirmer qu'il y en avait au moins 400. Celles du Levant étaient 500 en 1938. Nous devons y ajouter celles des autres régions.

15) Les collectivités se sont complétées en certains lieux avec d'autres formes de socialisation. Le commerce se socialise après mon passage à Carcagente. Alcoy vit surgir une coopérative de consommation qui complétait l'organisation syn-

dicale de la production. D'autres collectivités s'agrandirent : Tomarite, Alcolea, Rubiebas de Mora, Calanda, Pina, etc.

16) Les collectivités n'ont pas été l'œuvre exclusive du mouvement libertaire. Bien qu'elles appliquèrent des principes juridiques nettement anarchistes elles étaient souvent la création spontanée de personnes éloignées de ce mouvement (« libertaires » sans le savoir). La plus grande partie des Collectivités de Castille et d'Estrémadure ont été l'œuvre de paysans catholiques et socialistes, inspirés ou non par la propagande de militants anarchistes isolés.

Malgré l'opposition officielle de leur organisation, beaucoup de membres de l'U.G.T. sont entrés dans les Collectivités ou les ont organisées ; et aussi des républicains sincèrement désireux de réaliser la liberté et la justice.

17) Les petits propriétaires étaient respectés. Les cartes de consommateurs faites aussi pour eux, le compte-courant qui leur était ouvert, les résolutions prises à leur égard l'attestent. On les empêchait seulement d'avoir plus de terres qu'ils n'en pouvaient cultiver, et d'exercer le commerce individuel. L'adhésion aux Collectivités était volontaire ; les « individualistes » y adhéraient seulement quand ils étaient persuadés des résultats meilleurs du travail en commun.

18) Les principaux obstacles aux Collectivités furent :

a) la coexistence de couches conservatrices, des partis et des organisations qui les représentaient : républicains de toutes tendances, socialistes de droite et de gauche (Largo Caballero et Prieto), communistes stalinien, souvent poumistes (avant d'être expulsé par le Gouvernement de la Généralité, le P.O.U.M. ne fut pas réellement un parti révolutionnaire. Il le devint quand il se trouva contraint à l'opposition. En juin 37 encore, un manifeste distribué par la section aragonaise du P.O.U.M. attaquait les Col-

lectivités). L'U.G.T. (Union Générale des Travailleurs) constituait l'instrument principal utilisé par ces différents politiciens.

b) l'opposition de certains petits propriétaires (paysans, catalans et pyrénéens).

c) La crainte, manifestée même par quelques membres des Collectivités, que, la guerre terminée, le gouvernement ne détruise ces organisations. Cette peur fit hésiter même beaucoup de ceux qui n'étaient pas réellement réactionnaires et des petits propriétaires qui, sans cela, se seraient décidés à adhérer aux Collectivités.

d) la lutte active contre les collectivités, qui n'était pas l'action évidemment destructrice des troupes de Franco là où elles arrivaient. Cette lutte contre les Collectivités a été conduite à mains armées en Castille par les troupes communistes. Dans la région de Valence, il y eut même de vrais combats dans lesquels intervinrent les chars d'assaut. Dans la province de Huesca, la brigade Karl-Marx a persécuté les collectivités. La brigade Maria-Companys a fait de même dans la province de Teruel (mais les deux ont fuit toujours le combat contre les fascistes). La première a été toujours inactive, pendant que nos troupes luttaient pour prendre Huesca ou d'autres positions importantes. Les troupes marxistes se réservaient pour l'arrière-garde. La deuxième abandonna sans lutte Vinel del Rio et d'autres communes de la région carbonifère de Utriglos. Les soldats qui s'enfuirent en chemin devant une petite attaque que d'autres forces continrent sans difficultés furent ensuite des combattants intrépides contre les paysans désarmés des Collectivités).

19) Dans l'œuvre de création, de transformation et de socialisation qui a été réalisée, le paysan a montré une conscience sociale très supérieure à celle de l'ouvrier des villes.

Gaston Leval (traduit de l'italien)

L'Autogestion en Yougoslavie

I. — Présentation

L'expérience yougoslave d'autogestion a un caractère très particulier ; elle a été instaurée par une loi, promulguée par un gouvernement dirigé par le parti communiste. La loi essentielle est de 1950, complétée par celle de janvier 1953, inscrite dans la nouvelle Constitution du 7 avril 1963, modifiée par la loi de juillet 1965...

Cette originalité pose immédiatement le problème des causes qui ont provoqué cette autogestion ; il y a trois explications : une théorique, une pragmatique, une politique. On sait que chaque expérience marxiste doit trouver sa justification dans les textes de Marx, Engels et Lénine. Mais précisément sur ce

point, les marxistes trouvent difficilement des appuis théoriques dans leurs classiques ; la théorie marxiste a toujours envisagé l'économie comme une gestion étatique, l'autogestion n'est pas prévue (ou bien d'une manière encore plus vague et plus abstraite que leurs prévisions sur le dépérissement de l'Etat). Mais le sujet du texte présent n'est pas de démontrer cette contradiction. Pour la Yougoslavie, le professeur Lasserre écrit :

« Les dirigeants et les théoriciens du socialisme yougoslave déclarent avoir été inspirés dans une certaine mesure par le socialisme d'association et notamment Proudhon, par le syndicalisme révolutionnaire français d'avant 1914 ; par la première phase de la révolution de Lénine. » (*Archives Internationales de So-*

ciologie de la Coopération, numéro 14, p. 104). Nous avons certains doutes quant à leurs connaissances et leurs préférences pour le « socialisme d'association » et Proudhon, car Proudhon est très peu étudié et peu connu en Yougoslavie. Le « syndicalisme révolutionnaire français » d'avant 1914 était d'inspiration anarcho-syndicaliste, conception que les communistes yougoslaves refusent systématiquement ; la première phase de la révolution de Lénine n'est pas une conception théorique mais une attitude purement tactique et démagogique qui a uniquement permis au parti d'accaparer le pouvoir... »

Il nous semble que le professeur Lasserre est lui aussi très peu convaincu de la source théorique de l'autogestion en Yougoslavie, car il propose tout de suite une deuxième hypothèse. Ce sont des considérations purement empiriques qui l'ont conditionnée.

« ... ils (les théoriciens yougoslaves) présentent les réalisations yougoslaves comme étant surtout le résultat de raisons empiriques : le désir des travailleurs, les résultats néfastes de la première période, la nécessité de se libérer de l'étatisme économique, les encouragements venus des faits eux-mêmes lorsqu'on se fut engagé dans cette voie (...). Le socialisme ne peut naître que de l'initiative des masses. Il implique le dépérissement de l'Etat. Nous retrouvons ici une vieille idée saint-simonienne, qui a été aussi anarchiste, proudhonienne, anarcho-syndicaliste. Marx l'avait reprise pour en faire le terme final de l'évolution du collectivisme. Mais elle a été oubliée par le communisme russe qui lui tourne le dos. » (G. Lasserre, même source).

La raison empirique, c'est donc l'échec de l'économie de gestion étatique. Nous pensons que c'est une raison plus sérieuse que la raison théorique précédente. Mais il nous semble aussi qu'elle est insuffisante — la même économie sur les mêmes principes, avec les mêmes résultats néfastes, est toujours en vigueur, et depuis de longues années, dans toutes les démocraties populaires ainsi qu'en Russie même et, malgré tout, ces principes économiques continuent d'être appliqués. L'échec est camouflé à l'extérieur par la propagande, à l'intérieur par la violence et le silence. Bien sûr, si les hommes au pouvoir avaient le moindre sens de réalisme, et la plus petite sensibilité aux désirs des travailleurs, il y a longtemps qu'ils auraient dû abandonner leur système d'exploitation et d'oppression... mais les communistes yougoslaves sont-ils plus sensibles que les autres communistes ? La résistance antifasciste les a-t-elle rapprochés du peuple ?

Nous pensons que le fait déterminant est d'un autre ordre — tout simplement une raison politique. Tito nous donne lui-même la clé du problème :

« Le danger des déformations bureaucratiques n'a paru clairement et ne prit tout son sens qu'au moment de notre conflit avec la pression stalinienne et notre résistance à cette

pression. L'hégémonisme se révéla comme l'effet extérieur du bureaucratisme, et les éléments bureaucratiques intérieurs apparurent comme l'appui actif du bureaucratisme dans le péril qu'il faisait peser sur les acquisitions de la Révolution » (Tito : Quarante années de lutte du Parti communiste yougoslave, 19 avril 1959, p. 22).

Il est donc évident que le nouveau tournant de l'économie yougoslave commencé en 1949-50 avec la création des conseils ouvriers, correspondait à un désir d'obtenir l'appui des masses yougoslaves dans le conflit de la direction titiste avec le stalinisme et les appuis intérieurs de celui-ci. C'est-à-dire que, s'il y a eu une concession de la part des dirigeants, c'était pour une question vitale : conserver le pouvoir (et leur propre vie, car, à l'époque, les discussions idéologiques se terminaient en fusillades). Mais les dirigeants yougoslaves furent suffisamment prévoyants pour sauver, en même temps que leur vie, leurs privilèges. Ainsi, le phénomène politique devient également un phénomène de classe, l'appareil du parti conserve sa position de dirigeant, même dans la nouvelle structure. Le nouvelle classe au pouvoir ne perd rien dans cette opération, bien au contraire, elle gagne sur un plan intérieur une certaine stabilité, et sur le plan extérieur un nouveau prestige et... une nouvelle aide économique. Ce n'est pas un simple hasard si Djilas, membre influent de la nouvelle classe, a fait la critique de sa propre classe ; c'est le même phénomène dialectique qui obligera l'économie yougoslave à jouer constamment un équilibre subtil entre la phraséologie et la réalité, entre les promesses et les contraintes, etc.

Les causes de l'autogestion en Yougoslavie déterminent les possibilités de développement de l'autogestion elle-même, et surtout, les étroites limites imposées à ce développement déterminent aussi toutes ses ambiguïtés, toutes ses contradictions, et un certain nombre de ses faiblesses.

LE FONCTIONNEMENT DE L'AUTOGESTION

I. — DANS L'ENTREPRISE INDUSTRIELLE

L'originalité de l'entreprise industrielle réside dans le fait que l'autogestion ouvrière est complétée par une gestion communale. Le troisième facteur, l'Etat, s'efforce, du moins théoriquement, d'être plus discret, plus effacé, mais pourtant il est toujours présent par sa planification, son centralisme, ses impôts, ses décrets. L'équilibre, et plus souvent le déséquilibre, tient à ces trois facteurs. Le Conseil communal intervient dans la nomination du directeur, il supervise le bilan annuel de chaque entreprise, participe au partage des bénéfices. Il participe aussi d'une façon plus indirecte, à beaucoup d'autres points : le plan d'investissement, le choix de la production, les œuvres sociales, etc. La commune est donc le premier « organe de contrôle » de l'entreprise, ou plutôt de cogestion.

Mais ce n'est pas le seul. De nombreuses autres formations contrôlent chaque entreprise et l'ensemble des entreprises : les *Conseils des Producteurs* qui existent aux différents niveaux, de la commune jusqu'au niveau fédéral (la Yougoslavie est une République fédérative) où le Conseil fédéral des producteurs, quelque chose comme une chambre économique, a remplacé le Conseil des nationalités ; les *Chambres de Commerce* sont plutôt destinées à une collaboration et coordination ; la *Planification centrale* qui existe toujours mais qui se veut souple, plus indicative qu'impérative (elle planifie en effet en gros, en laissant les détails aux six républiques, aux districts et aux communes) ; le *Fonds National d'Investissement* qui prête les fonds nécessaires à la création des entreprises, et fait des avances pour leur amélioration ; il y a aussi les *impôts* sur la vente et l'achat, la politique des prix, les *phénomènes de marché*, le *contrôle des échanges intérieurs*, etc.

Tous ces organismes sont destinés à contrôler et contrebalancer « les abus d'autonomie et de libéralisme », à sauvegarder « les intérêts de la communauté entière menacés par les intérêts particuliers ». Ainsi, les entreprises, tout en étant libres et autogérées, sont surveillées par toute la société : localement par la commune, sur un plan plus général par tout un système très complexe de contrôle et de tutelle. Et nous rencontrons partout cet esprit de méfiance et de paternalisme vis-à-vis des ouvriers ; tout en proclamant leur capacité de gestion, leurs vertus, etc., le parti et le pouvoir multiplient les réserves, ne cachent pas leurs méfiances, créent toujours des garde-fous, comme si la classe ouvrière était un enfant à qui on a donné un beau jouet, mais qui doit rester toujours enfant.

Les organes de la gestion ouvrière au niveau de l'entreprise sont de quatre ordres : le *collectif ouvrier* (l'ensemble du personnel) ; le *conseil ouvrier* (dans l'entreprise de moins de trente travailleurs, le collectif remplace le conseil) ; le *comité de gestion* (ces deux derniers sont élus pour un temps limité et responsables devant le collectif) ; et enfin, le *directeur*. De plus, il existe bien entendu : un comité d'entreprise pour le domaine social, un syndicat et le parti (la Ligue des communistes).

L'organisme le plus original, le *conseil ouvrier*, compte de 15 à 120 membres (le plus souvent entre 15 et 60). Ils sont élus par le collectif des ouvriers pour un an (depuis 1957, on accepte jusqu'à deux ans) ; un membre peut être réélu une fois seulement (il y a aussi quelques dérogations) ; les trois quarts des membres doivent appartenir à l'activité principale de l'entreprise (pour essayer d'éviter la prépondérance des cadres techniques) ; les élections étaient au début contrôlées par les syndicats, ensuite par une commission électorale élue par l'organisme sortant ; il y a une liste électorale présentée par le syndicat, mais d'autres peuvent être également proposées à

condition qu'il y ait un certain nombre de signataires qui la proposent.

Le directeur qui a la responsabilité technique de la gestion, qui peut embaucher et licencier les ouvriers, participe obligatoirement aux réunions du Conseil ouvrier, et partage le vrai pouvoir avec le conseil de gestion. En cas de conflits, ceux-ci sont portés devant une *Commission des Conflits*. Avant la période d'autogestion, le directeur était nommé directement par le Ministère comme un fonctionnaire d'Etat responsable uniquement devant l'Etat ; ensuite, sa nomination s'est faite à l'échelon au-dessous, par le Conseil économique ; actuellement, il est nommé conjointement par le Conseil ouvrier et le Comité populaire de la commune. Sa position est souvent très délicate et les abus de confiance fréquents. Le Comité de gestion peut demander sa révocation (563 cas en 1956, 200 cas en 1958).

Il y a quelques années, il y avait 11.000 conseils ouvriers, comptant près de 220.000 membres (170.800 ouvriers et 50.000 employés). Près de 50 p. 100 sont des femmes et des jeunes gens ; on compte plus de 1 million de personnes qui sont passées par les organes d'autogestion ouvrière. Pour 1964, il y avait dans le secteur socialisé 3.668.000 emplois, dont 1.362.000 dans l'industrie manufacturière, 376.000 dans la construction, et 346.000 dans l'agriculture (en 1961, dans le secteur privé, l'agriculture en comptait 4.551.000, chiffre qui diminue progressivement). Le gain moyen mensuel des ouvriers dans l'industrie en 1963 a été de 28.000 dinars, les calories de la nourriture par habitant étaient de 3.116. De 1953 à 1963, 1.600.000 travailleurs ont été intégrés dans la production, ce qui revient à dire que le nombre des travailleurs employés dans les secteurs socialistes a doublé (Etudes Economiques, OCDE, mai 1965). 95 p. 100 de la production industrielle sont dans le secteur socialiste.

Depuis 1953, et surtout 59-60, « la décentralisation interne des entreprises » est encore plus poussée : les grandes entreprises sont subdivisées en plus petites unités autonomes, appelées « unités économiques » ou « communautés de travail des producteurs » (ainsi, les chemins de fer sont subdivisés en 160 unités) ; chaque unité a son conseil d'ouvriers, possédant uniquement un pouvoir consultatif ; certaines unités touchent pour leur travail une rémunération globale qui est ensuite répartie entre ses membres.

Le régime des bénéficiaires, des salaires et des prix — problème le plus délicat — a été établi après plusieurs tâtonnements ; même actuellement, il ne semble pas définitif. Au début de la période d'autogestion, le système des salaires était : salaire minimum par catégorie, avec le droit pour les entreprises de distribuer certaines parts de leur profit ; ensuite, l'entreprise a eu le droit de fixer le barème des salaires applicables à l'intérieur de l'entreprise, mais la masse globale à distribuer était fixée dans un rapport déterminé ; dans une troisième phase, ce rapport déter-

miné a cessé d'être obligatoire pour l'entreprise, c'est-à-dire que le revenu net de l'entreprise est entièrement à la disposition de l'entreprise. Revenu net, cela signifie le revenu global duquel on déduit divers chapitres : les frais matériels de production y compris les amortissements et les intérêts des capitaux, l'impôt foncier, l'impôt sur le chiffre d'affaire, les cotisations collectives, etc. De ce revenu net, une partie va aux différents fonds de l'entreprise (fonds de réserve, de roulement, etc.), une partie à la commune et le reste est le revenu personnel des travailleurs. Pour en avoir une idée, en 1962 on considérait généralement que 25 p. 100 du revenu allaient aux organes centraux, 35 p. 100 à la commune, 40 p. 100 à l'entreprise (pour 1959, Paul Zorkine avait publié d'autres chiffres). En allant plus loin dans l'analyse, on remarque qu'un minimum légal de salaire est imposé, mais non un maximum légal ; que le bilan et le projet des répartitions sont soumis au Conseil des Producteurs de la commune qui peut inviter l'entreprise à modifier son projet. La rémunération pour chaque poste de travail a passé aussi par plusieurs étapes : au début, on recherchait le « barème tarifaire » pour chaque poste de travail, établi par un règlement discuté et modifié périodiquement par le corps des ouvriers, complété à la fin de l'année par une répartition du surplus ; ensuite, on a essayé de faire une rémunération par unité de produit (quelque chose comme le salaire aux pièces collectif, à partir des revenus reçus par unité de marchandises vendues précédemment) ; on a introduit par la suite des prévisions pour le montant total des frais de production (pour intéresser à faire des économies dans la production) ; enfin, la rémunération a suivi aussi la subdivision de l'entreprise en unités autonomes de travail. Ainsi, théoriquement, le gain de chaque travailleur correspond à trois choses : le résultat obtenu par l'ouvrier lui-même, par son équipe de travail et par l'entreprise elle-même. Sur ce schéma de fonctionnement ont fonctionné en 1962, 11.000 entreprises, avec 212.000 membres de conseils ouvriers, et 68.000 membres de comités de gestion.

II — L'AGRICULTURE

L'agriculture continue d'occuper la majorité de la population. Si, avant la guerre, elle comprenait 75 % de la population, en 1953 c'étaient 61 p. 100, en 1962 51 p. 100 (à signaler que la population en 1960 était de 60 p. 100 supérieure à celle d'avant-guerre et que la population augmente par année de 7 p. 100).

Il faut souligner que si le pouvoir joue le paternalisme et se méfie au fond de la classe ouvrière, il a encore moins confiance dans la masse paysanne. Ainsi, dans le Conseil des Producteurs (nous avons vu que c'est la Chambre Economique Fédérale), l'agriculture, avec 68 p. 100 de la population du pays a 32 p. 100 de députés, tandis que l'industrie et les mines, avec 18 p. 100 de population active, ont 42 p. 100 de députés (en 1962).

Avant la guerre, il y avait en Yougoslavie environ 2 millions d'exploitations paysannes (avec 5,4 hectares en moyenne), très petites et très paupérisées. La première réforme agraire (23 août 1945) a touché 1.600.000 hectares environ (la moitié distribuée à 316.000 familles paysannes dont 70.000 n'avaient pas de terres, l'autre moitié réservée à l'exploitation collective) ; il faut donc noter qu'il ne s'agit pas d'une nationalisation comme en Russie, mais plutôt d'un partage et d'une socialisation. La deuxième réforme (1953) a touché encore 227.000 hectares, mais donnés uniquement aux exploitations collectives. A titre de comparaison : la première nationalisation dans l'industrie date de décembre 1946 (uniquement 42 secteurs industriels) ; la deuxième date de 1948, elle a fait de l'Etat le maître de toute l'industrie, des banques, des mines, du commerce en gros et demi-gros.

Dès le début, l'exploitation collective a été de deux types : le *domaine d'Etat type sovkhose* (avec travailleurs salariés), et le *type coopératives de travail* (qui étaient elles-mêmes divisées en quatre variantes). La période 1949-52 a été la période de la collectivisation, le plus souvent forcée ; ainsi, en 1950 il y avait 7.000 collectivités agricoles avec 2 millions de membres (c'est-à-dire 20 p. 100 de familles rurales) ; il faut dire aussi que cette expérience s'est soldée par un échec évident sur le plan de la productivité, de la participation effective, du cheptel, etc. Cet échec ajouté aux difficultés d'après guerre a entraîné une véritable famine. Le décret de 1953 a autorisé les paysans à quitter les collectivités : de 7.000, leur nombre est tombé à 116 en 1962. En même temps, une nouvelle organisation a été instaurée.

Actuellement, la situation se présente ainsi : un secteur privé avec 2.335.395 exploitations et 11.190.000 hectares (avec 4,7 ha en moyenne avant-guerre 5,4) et un secteur collectivisé qui en 1960 ne comprenait qu'environ 6.000 exploitations et moins de 1/10 de la superficie de terre cultivable (la surface agraire totale est d'environ 15.000.000 d'hectares, surface cultivée environ 10.000.000, pour une population agraire de 10.000.000 aussi). Le secteur collectivisé présente trois formes :

1) *Coopératives générales*. — Ce sont les anciennes coopératives de consommation (avant guerre, il y avait 11.309 coopératives agraires, avec 1.609.176 membres) qui ont étendu leur activité au domaine de la production en effectuant des travaux pour le compte des paysans du village. Ces coopératives ne possèdent donc pas obligatoirement de terres. Ainsi, toujours en 1960, il y avait 4.805 exploitations, dont uniquement 2.500 possédaient 430.000 hectares (les coopératives générales exploitaient 1.500.000 hectares qui appartenaient aux paysans propriétaires). Entre les paysans et les coopératives existent plusieurs formes de contrat : contrat de fourniture de produits et de travail (labour, semaille, engrais, etc.) facturé par les paysans ; contrat de coproduction, le paysan loue sa terre et en même temps participe à certains travaux, 60 p. 100 du bénéfice appartient ensuite au paysan et

40 p. 100 aux coopératives (après avoir enlevé la rente de la terre et le prix du travail du paysan) ; contrat de location de la terre (donc sans participation au travail), etc. Les coopératives font aussi crédit aux exploitants privés pour acheter du matériel. L'originalité de cette expérience réside dans son double aspect : des salariés participant au travail et des membres liés par des contrats limités. Les coopératives sont gérées par une assemblée générale qui élit un conseil coopératif qui de son côté nomme un comité de direction de neuf membres.

2) *Fermes sociales*. — Plutôt fermes d'Etat de type sovkhose classique avec un salariat (en 1960, 157 exploitations de ce type, avec 672.000 hectares, 116 en 1962).

3) *Coopératives de production, type kolkhoze* — Avant 1953, c'était le type de gestion le plus fréquent, avec les fermes d'Etat ; après le décret autorisant les paysans à quitter les coopératives, leur nombre a énormément diminué, actuellement leur nombre augmente (378 en 1960, avec 205.266 hectares).

Le secteur collectivisé, bien qu'il n'exploite que 10 p. 100 de la terre cultivable, produit près de 50 p. 100 du surplus commercialisé (par exemple, 85 p. 100 du blé, 65 p. 100 du maïs, 100 p. 100 des cultures industrielles). Comme pour l'industrie, les unités agraires sont contrôlées par la commune qui donne l'autorisation de fonder une coopérative, prête les terres communales, contrôle l'activité. Le deuxième échelon est l'union des coopératives de l'arrondissement.

Les résultats de la gestion dans l'agriculture sont très insuffisants. La production est très faible, à peine 21 p. 100 de plus qu'avant guerre, ce qui, vu l'augmentation de la population, est largement déficitaire et nécessite des importations (70 à 80 p. 100 de la balance des paiements). Le problème est encore plus complexe si l'on a en vue le fait que le niveau de la production de l'agriculture privée est à peu près semblable à celui de 1930-39, c'est-à-dire que d'une part l'augmentation de la production est uniquement due au secteur collectivisé, et d'autre part que vingt ans après le changement de régime le paysannat dans son immense majorité est resté dans une situation très insuffisante. Cela tient, semble-t-il, à l'incompréhension fondamentale du marxisme des problèmes paysans. Le paysannat n'est envisagé que comme source de main-d'œuvre et base pour l'industrialisation : les partis communistes au pouvoir ne savent jamais comment s'y prendre avec la masse paysanne. En Yougoslavie, après avoir essayé la contrainte et la violence (qui n'ont rien donné sauf une famine), le pouvoir veut par une socialisation graduelle, une intégration progressive, la contagiosité des exemples de modernisation technique, relever le niveau de vie du paysan et le faire participer à la vie économique. Mais les résultats ne sont jusqu'à présent guère encourageants.

Mais le problème dépasse l'exemple yougoslave : quand il n'y a pas de limite intérieure

à la propriété (en Yougoslavie, seule la limite maxima est fixée à 10 hectares pour la propriété privée), il existe des propriétés trop petites dont la rentabilité est très insuffisante, sans surplus avec en même temps un indice démographique très grand et une psychologie paysanne très particulière. Le problème semble insoluble. Même une collectivisation serait « une collectivisation de la misère ». Et pourtant en Espagne les collectivités agricoles, qui n'étaient pas dans de meilleures conditions, ont démontré leur vitalité. Les kibboutzim en Israël aussi. Il faut donc un choc social pour sortir la masse paysanne de son apathie. Il faut aussi cesser de considérer les paysans comme une force rétrograde et de second ordre.

III. — LA GESTION SOCIALE

Il existe un troisième secteur de l'économie yougoslave, qui, lui, échappe complètement aux principes de l'autogestion, c'est le secteur dit de « gestion sociale ». C'est une innovation plus récente (depuis 1955), son domaine correspond en gros à celui des nationalisations dans les pays capitalistes, c.à.d. les services d'intérêt général, les services publics, les capitaux, les banques (les chemins de fer et les P.T.T. sont pourtant sous le régime d'autogestion — les comités des directions des organes fédéraux sont composés des représentants des conseils ouvriers).

Cette « gestion sociale » prend elle aussi différentes formes :

— soit la gestion par les *représentants des pouvoirs publics*, avec une certaine participation plutôt symbolique des conseils ouvriers (par exemple, la Banque Nationale fédérale de Yougoslavie est dirigée par un Conseil de 21 membres, 14 sont nommés directement par le Conseil Exécutif fédéral, et 7 par le Conseil ouvrier — même chose pour la radiodiffusion) ;

— soit la gestion par des *personnalités compétentes techniquement*, également désignées, avec une petite participation des Conseils ouvriers (les maisons d'édition, les théâtres, les bibliothèques, les institutions sanitaires, protection sociale) ;

— soit par des *représentants désignés par les consommateurs et les usagers*, c.à.d. gestion indirecte réalisée par les divers groupements qui représentent les intérêts des usagers (ainsi, l'Institut fédéral d'Assurance qui est dirigé par un Comité de 20 membres dont 14 sont nommés par le Conseil Exécutif fédéral — mais sur proposition des chambres économiques, de l'Union Générale des Coopérateurs, de la Conférence permanente des villes — et 6 par le Collectif ouvrier) ;

— soit une *gestion plus directe par des Conseils élus directement par les consommateurs et les usagers* (leur travail est surtout consultatif et leur fonction gratuite) ;

— enfin une *gestion encore plus directe* — assemblées qui élisent directement les organes de gestion, qui discutent même le budget (par exemple, les Conseils d'immeubles d'habitation, les instituts de sécurité sociale d'arrondissement).

Nous voyons que dans cette forme de gestion dite « sociale » on tâche de faire participer davantage les consommateurs et les usagers que les producteurs.

Les économistes yougoslaves déclarent qu'ils n'ont pas trouvé la forme vraiment satisfaisante dans ce domaine.

IV. — AUTOGESTION COMMUNALE

La loi constitutionnelle du 13-1-1953 dans son article 4 dit : « la propriété sociale des moyens de production, l'autogestion des producteurs dans l'industrie et le « self government » du peuple travailleur dans la commune, la ville et l'arrondissement — sont les bases de l'organisation sociale et politique du pays ».

En même temps que la découverte de l'autogestion, le pouvoir a donc essayé de retrouver les « Comités populaires de la libération » qui durant la guerre ont administré les zones libérées, et qui dans le schéma de la décentralisation rapprochaient le pouvoir des masses. Mais là aussi, se sont manifestées les mêmes ambiguïtés, les mêmes insuffisances.

Le comité populaire est formé de deux conseils, le conseil communal de 15 à 20 membres, et le conseil des producteurs 15 à 20 membres aussi, élus tous deux pour quatre ans ; un conseil des citoyens formé de membres du comité populaire et de citoyens compétents, pour former des commissions (par exemple, de santé, d'enseignement, d'agriculture, etc.) ; le secrétaire communal est un fonctionnaire qui dépend directement du président du comité populaire ; ce dernier est élu par les membres du comité populaire, mais il n'est pas rééligible. Pour les questions difficiles, on a recours aux mécanismes de « démocratie directe » : réunions d'électeurs, référendum, etc. Nous avons déjà vu que la commune n'est pas seulement une unité administrative et sociale, mais aussi économique. Elle participe directement à la vie économique des entreprises de la commune (choix du directeur, partage des bénéfices, bilan annuel, éventuel des salaires, etc.). Elle a sa propre vie économique par la gérance des fonds des investissements, des fonds de logements, des fonds routiers.

CRITIQUE DE L'EXPERIENCE

Nous préférons poser quelques problèmes, les laisser en discussion et comme hypothèses au lieu de faire des affirmations catégoriques. Cette précaution s'impose par l'évolution de l'expérience d'autogestion elle-même, qui, bien qu'elle existe depuis 15 ans en Yougoslavie, semble toujours instable ; elle s'impose aussi parce que l'expérience yougoslave, bien qu'elle soit intéressante en elle-même n'est qu'un exemple plus général ; une tentative supplémentaire de gestion en dehors du capitalisme libéral, étatique et des régimes totalitaires. Enfin, nous étudions l'exemple yougoslave de loin et certaines erreurs d'optique ou d'interprétation sont toujours possibles.

Il y a des difficultés d'un autre ordre, soit en entrant dans la *mythologie de l'autogestion* telle qu'elle existe, en essayant de la défendre « coûte que coûte » et de la donner en modèle aux autres pays ; soit en la condamnant en bloc parce que, comme dit Guérin, elle « n'entre pas dans le schéma idéal prévu par le communisme libertaire ». Il y a aussi le fait que, en dehors même de l'approbation ou la condamnation globale d'un phénomène, certains côtés du même problème peuvent présenter un intérêt et mériter d'être discutés. Ainsi, si notre jugement global de l'expérience yougoslave est très réservé, sinon très méfiant, nous réapprouvons ici les conclusions faites par Zorkine en 1959 :

« Chaque fois que l'on avait essayé de faire coexister les deux (Etat-Conseil ouvrier) ce ne fut jamais l'Etat qui « déperit », mais au contraire c'est lui qui absorba les conseils. » Ce jugement global se rapproche aussi de celui de Djilas (La Nouvelle Classe, Plon) :

« Tout l'effort yougoslave d'administration directe n'a été pour le régime qu'une soupape de sécurité ; à travers les mailles de la fiscalité et de l'emprunt forcé, s'est trouvé retenu le solde bénéficiaire que les travailleurs croyaient pouvoir se distribuer ; il ne leur est resté que les miettes de la table, et quelques illusions de moins. Sans liberté universelle, la gestion ouvrière elle-même ne peut être libre ; il est clair que dans une société asservie, rien ne peut être décidé librement par personne. Les « décentralisateurs » centralisés ont toujours, d'une façon ou d'une autre, fait payer au-dessus de sa valeur l'indépendance qu'ils étaient supposés accorder. »

Mais en dehors même de ce jugement global, cette expérience pose énormément de problèmes qu'il faut essayer d'aborder le plus franchement possible, car les mêmes problèmes se sont déjà posés dans d'autres expériences et se posent sûrement de nouveau. La réalité montre que ce n'est pas en écartant les problèmes par un raisonnement qu'on les élimine.

Les critiques envers l'autogestion sont nombreuses, et s'inspirent de points de vue différents. Les plus intéressantes sont peut-être celles que se font eux-mêmes les Yougoslaves, comme par exemple le discours de Tito à Split le 6 mai 1962 (on peut le trouver dans les Archives Internationales de Sociologie, 1963, n° 13, pages 140-155). Alexandre Vesselinovic a publié dans la revue *Syndicats Yougoslaves* (nov. 54) un article intitulé *Déviations* dans lequel il identifie au moins dix types de déviations : la « ligne des experts » (la position dominante de l'appareil administratif dans l'entreprise), le « primitivisme » (par exemple, en traitant tous les employés de bureaucrates), « anarchie » (sous-estimation des facteurs concrets d'organisation dans l'entreprise), la bureaucratie des organes d'autogestion, les privilèges, le particularisme des entreprises et des communes, le centralisme de la commune, l'antagonisme de concurrence par compétition déloyale, les con-

ceptions de petits propriétaires, le parallélisme (entre les organes d'autodirection et les organisations sociales).

Cet auteur ajoute encore :

« Comme chaque acquisition de la Révolution, l'autogestion ouvrière est l'objet des attaques de l'ancien système. Quelquefois ces attaques sont conscientes, raisonnées. Mais le plus souvent le passé lutte avec la force des conceptions, des habitudes et des rapports invétérés. Il lutte et tire de son côté en arrière. »

(in Meister, p. 306)

Mais toutes ces « déviations » se résument en réalité en deux points essentiels :

« En même temps, nous devons être conscients que dans cette situation, il faut soutenir une lutte sur deux fronts : contre les tendances du bureaucratisme et contre les tendances de l'anarchisme spontané. »

(E. Kardelj, in Meister, p. 306)

LA TENDANCE A L'AUTARCIE ET L'EGOISME OUVRIER

Un peu plus haut, nous avons discuté les raisons de l'instauration de l'autogestion en Yougoslavie (échec de la gestion « administrative », et avant tout la nécessité pour le régime d'avoir un appui populaire). Cette création par décision gouvernementale pèse toujours sur le caractère et le fonctionnement de l'autogestion. A la création, aussi bien que maintenant, l'adhésion et l'enthousiasme populaire ont toujours manqué ; au contraire, les masses n'ont pu dépasser la méfiance, le sentiment qu'on « joue » avec elles, qu'il ne s'agit que d'une démagogie de propagande provisoire et sans lendemain. Dans ces conditions, le réflexe le plus courant est de « profiter de la situation » puisque l'on ne sait pas ce que sera demain. Cette hypothèse est aggravée par les constants changements, les innombrables nouveaux décrets qui tombent d'en haut et donnent à l'expérience une marche en zig-zag. De plus, le parti et le pouvoir ont toujours affirmé leur rôle dirigeant, et ont toujours gardé les moyens essentiels : la décision, le plan, les banques, le prélèvement du bénéfice, l'ingérence directe ou indirecte, l'arbitraire. L'autogestion se résume ainsi le plus souvent réellement non pas en une gestion autonome, même pas en une cogestion, mais tout simplement en une gérance ; et l'on sait bien la mentalité d'un gérant vis-à-vis de son patron — il tâche par tous les moyens légaux et illégaux d'accroître ses propres bénéfices.

Kardelj justifie ainsi le droit à l'ingérence :

« Sans ce droit d'ingérence il est impossible d'assurer l'unité du système, ainsi qu'un fonctionnement uniforme des services publics. »

« C'est du système des inspections plus ou moins liées sur le plan vertical — système en dehors duquel un mécanisme administratif décentralisé serait inconcevable — qu'une attention particulière a été consacrée dans cet ordre d'idées. »

(Kardelj : « Notre administration d'Etat dans la situation nouvelle » dans « le Nouveau Droit yougoslave » 1956 — in Meister.)

Kardelj déclare aussi :

« Il est vrai que dernièrement et surtout au cours de l'année passée, nous avons par nos prescriptions, économiques et autres, amoindri à un tel point l'action des conseils ouvriers et des communes que leur autonomie, dans certains secteurs, est tombée au-dessous du minimum admissible. Notre intervention, en certain cas revêt une tendance à revenir purement et simplement à une gestion bureaucratique. Il est vrai que la base financière de la gestion autonome de nos conseils ouvriers et de nos communes est trop étroite. C'est la cause principale de notre retard dans le développement de nos conseils ouvriers. Nous prenons à nos entreprises et à nos communes une telle part de leurs revenus que les entreprises sont ramenées à la stagnation technique. »

(Kardelj, in Meister, p. 321)

Avec ces contradictions, les ouvriers ont souvent l'impression qu'on joue avec eux comme un chat avec les souris, et qu'en définitive les souris seront toujours mangées (j'ai habité en Yougoslavie en 1950-51 à l'époque des premiers décrets d'autogestion, et ces impressions étaient sensibles parmi les ouvriers).

En dehors des phénomènes plutôt psychologiques (mais qui sont très importants dans les expériences de ce genre), il y a une insuffisance essentielle dans le fonctionnement même de l'autogestion yougoslave. L'entreprise industrielle est plus ou moins intégrée dans la commune mais là s'arrête la coordination venant de la base. Les conseils d'ouvriers n'ont pas le droit de former leur propre confédération de producteurs. Les producteurs ont leurs représentants dans les Conseils d'arrondissement, des républiques et dans la Chambre économique de la fédération, mais ce ne sont que des représentants à titre consultatif et symbolique, sans un vrai pouvoir de participation et de décision. Ils ont aussi leurs congrès, comme celui de Belgrade en 1957, mais qui ne fait que voter des résolutions avec les « souhaits » des travailleurs. Dans la Ligue des communistes, comme par exemple dans le congrès de décembre 1964, certains intérêts des Conseils ouvriers étaient exprimés, mais les décisions et l'orientation échappent toujours aux producteurs eux-mêmes. Elles continuent d'appartenir en fin de compte au pouvoir central, voire même au pouvoir personnel. Il y a évidemment aussi les syndicats, mais leur rôle est de loin secondaire.

Il manque l'essentiel : les forces productives sont subordonnées, irresponsables sur le plan général. Elles restent obligatoirement isolées, il leur manque une vision d'ensemble et la solidarité de classe. Sans responsabilité effective, sans solidarité, on ne peut créer une économie collective. Il ne s'agit pas uniquement des organes intermédiaires entre le pouvoir central et l'autogestion, mais d'une véritable autogestion sur un plan collectif.

Nous avons vu une expérience semblable dans l'expérience de l'Espagne révolutionnaire. Malgré des conditions objectives meilleures (il s'agissait d'une collectivisation après une guerre révolutionnaire), malgré un phénomène subjectif

meilleur aussi (la C.N.T. et l'U.G.T. avaient pu faire une formation syndicale très poussée et large), les conseils ouvriers créés dès le commencement en Catalogne n'ont pu échapper au même danger :

— « A Barcelone, et dans presque toutes les villes, dans les centres industriels de Catalogne, chaque usine fabriquait et vendait ses produits pour son propre compte ; chacun cherchait des clients et les disputait à l'usine rivale. Un néo-capitalisme ouvrier était né. (...) Dans le commerce, le même néo-capitalisme se manifestait sur une échelle beaucoup plus grande. (...) Au contraire dans les usines et entreprises qui étaient aux mains des syndicats, la production augmenta, ou du moins il n'y eut pas de déficit. Dans la mesure des ressources disponibles, le rendement était toujours supérieur. De plus, il n'y eut pas l'immoralité des salaires deux ou trois fois supérieurs selon les matières premières disponibles et le don commercial. »

(G. LEVAL : *Les syndicats dans la Révolution espagnole, traduit de l'italien, éd. Il Libertario, Milan 1948, pp. 32-41*).

Cette tendance des entreprises est tout le contraire d'un fédéralisme. Il ne s'agit pour elles que d'acquiescer le plus possible de bénéfices au détriment des autres conseils d'usines, s'il le faut. C'est la réapparition du profit et de l'arrivisme capitalistes, avec cette différence qu'il n'y a plus un propriétaire, mais des dizaines, avec une rapacité identique.

Cette situation a pu être dépassée dès que les syndicats ont pris en main la situation économique et on crée des fédérations par branches de production. Les difficultés n'ont pas été résolues immédiatement (car il y en avait beaucoup d'un autre ordre) mais du moins cette plaie a été supprimée.

Dans l'expérience des kibboutzim en Israël, on a aussi vu apparaître un égoïsme (qui mène toujours à l'exploitation des autres) mais il s'agissait et il s'agit de l'attitude des kibboutzim vis-à-vis des salariés saisonniers. Il n'y a pas l'isolement des kibboutzim, car les différents kibboutzim sont organisés par leurs fédérations. En Yougoslavie, cela manque, c'est même interdit. Et ensuite on se demande pourquoi l'esprit de particularisme, d'égoïsme, etc., est si fort dans les entreprises.

Guy Desobry déplore aussi (dans « Documents Socialistes » n° 1) le « manque de liaison » qu'il considère comme une « insuffisance des conseils ouvriers ». Il pense que ce manque de coordination entre les conseils ouvriers les empêche d'exercer un contrôle sur les dirigeants politiques. Mais ce sont précisément les dirigeants politiques qui ne supportent aucune concurrence ni aucun contrôle. C'est pour maintenir ce totalitarisme idéologique et politique qu'ils préfèrent laisser les conseils ouvriers dans cette forme imparfaite et insuffisante.

Pour nous, la nécessité de cette fédération se pose dès maintenant, sans elle les entreprises isolées aboutiront à une nouvelle inégalité et à des absurdités.

En Yougoslavie, la question est, semble-t-il, plus compliquée, car la classe ouvrière, disent

certaines Yougoslaves, dans un pays sous-développé, n'est pas à la « hauteur » de sa tâche. La Yougoslavie a en effet encore les caractères d'un pays sous-développé : la masse paysanne prédomine par le nombre, la classe ouvrière est d'une origine paysanne trop récente, il y a une surpopulation surtout dans la campagne avec un exode massif vers les villes, le rendement industriel et agricole est encore trop bas, le niveau de vie encore trop insuffisant. Mais cela suffit-il à condamner pour encore de nombreuses années la classe ouvrière à un rôle de soumission et d'exécution ? Sur le plan historique, ce n'est pas la classe ouvrière des pays hautement industrialisés qui a réalisé l'idéal communautaire, ce sont au contraire les ouvriers et les paysans de la Russie, de l'Espagne, etc., qui s'en sont rapprochés le plus.

En même temps que le problème général, il existe beaucoup de problèmes plutôt techniques qui sont également importants pour le fonctionnement de l'autogestion. Nous ne pouvons ici qu'en énumérer quelques-uns : la stimulation de la production, l'éventail des salaires, la planification, l'usure de l'idéal collectif dans la société de consommation, la coexistence du secteur autogéré avec l'appareil étatique, la coexistence avec les secteurs privés...

CONCLUSIONS

Nous avons mentionné les bases théoriques qui sont très minces, les origines de l'autogestion yougoslave (qui donnent à toute cette expérience des limites très étroites et une lourde hypothèque), ainsi que le fonctionnement, les difficultés et les insuffisances manifestées depuis 15 ans ; nous avons aussi fait quelques critiques et souligné les hésitations, le pragmatisme, les forces multiples et divergentes qui donnent à cette expérience une marche en zig zag et une grande incertitude.

Il est donc difficile de faire des pronostics. Mais même en tant qu'expérience actuelle, les conseils ouvriers et l'autogestion yougoslaves ne peuvent pas nous servir d'exemple ; bien qu'on ait envie sentimentalement de se solidariser et de les défendre (surtout quand ils sont menacés), on ne peut pas s'identifier avec cette expérience, ni en faire la défense inconditionnelle ; nous ne faisons pas seulement des critiques et des réserves, mais nous n'acceptons pas le principe d'un parti politique qui doit avoir le rôle dirigeant, prépondérant, omniscient et omniprésent ; les forces productrices doivent être considérées non seulement en tant que moyen et rapport de production, mais aussi et avant tout comme une force sociale, capable d'organiser la société sur des bases plus justes et plus solides que la violence ou l'arbitraire.

Ce n'est pas le cas en Yougoslavie. Une première contradiction surgit ainsi : la suprastructure politique et idéologique prime l'infrastructure économique et productrice, et fausse le rôle de chacune et leur rapport entre elles. Une deuxième contradiction dans le schéma marxiste est également évidente ; Marx a dé-

fini dans « le Capital » la classe capitaliste comme celle « qui possède le monopole des moyens de production sociaux et de l'argent » en appliquant ainsi les principes marxistes, l'économie des pays dits socialistes doit se définir comme une économie capitaliste, et la classe au pouvoir non seulement comme une bureaucratie, une déformation, mais comme une classe capitaliste parce que seule classe qui possède le monopole des moyens de production, de l'argent, du pouvoir de décision et de coercition... Les Yougoslaves ont essayé de résoudre cette deuxième contradiction mais conservent la première ; c'est pourquoi leur économie est déchirée entre les besoins et la nostalgie d'une classe politique et technocratique privilégiée d'une part, et les échappements exagérés d'un particularisme local et régional d'autre part.

Si l'expérience yougoslave, dans la pratique, n'est pas suffisamment convaincante, parce que forcément limitée et insuffisante, historiquement elle est d'une grande importance. Elle témoigne d'une part de l'échec de la gestion purement administrative, bureaucratique, étatique et dictatoriale, et de la recherche d'une autre solution dans laquelle les masses productrices seront engagées d'une manière plus libre, plus responsable et plus directe. Même si cette solution n'est pas encore trouvée, même si elle est imparfaite, elle ouvre des perspectives qui dépasseront sûrement l'expérience

L'Autogestion en Algérie

Le 1^{er} novembre 1954, quelques bandes d'hommes mal armés et mal équipés donnaient le signal de l'insurrection sur le territoire de trois « départements français ». Huit ans après, Ben Bella, l'un des neuf chefs historiques qui déclenchèrent la rébellion, présidait aux destinées d'un Etat en principe totalement souverain.

Mais l'indépendance avait été suivie d'une grave crise politique, provoquée par la désunion des dirigeants du G.P.R.A., désunion en partie masquée et contenue durant la guerre, et qui éclata au grand jour après le référendum d'autodétermination. Ben Bella, installé en Oranie, forme le groupe de Tlemcen, en opposition au gouvernement Ben Khedda, qui est lui-même une coalition d'éléments très divers. L'absence de tradition constitutionnelle permet à chaque clan de réclamer la représentation exclusive du pays, c'est-à-dire le monopole d'Etat. Le groupe de Tlemcen forme un « bureau politique du F.L.N. » de sa propre initiative, et, soutenu par l'A.N.P. (l'armée formée en Tunisie et au Maroc, commandée par Boumédiène) prend le pouvoir en août, malgré une assez vive opposition des Wilayas de l'intérieur. Des élections, le 20 septembre, amènent une relative stabilité, avec la constitution d'une assemblée et d'un gouvernement ; le Pouvoir est légitimé. Et on peut penser que, dans la mesure où Boumédiène était déjà là, c'est, jusqu'à aujourd'hui, le même pouvoir qui con-

de départ elle-même. Il nous semble que ce processus est déjà en cours — dans les pays dits socialistes, l'exemple yougoslave en tant que courage politique, et aussi comme recherche économique, a ouvert une brèche dans l'édifice dogmatique et scolastique stalinien ; les ouvriers du grand Budapest qui avaient repris le slogan des Conseils ouvriers (en le poussant même plus loin), ont été écrasés par les chars, mais même maintenant, dans les pays satellites les plus stalinien, le parti se sent obligé de faire un brouillard de démagogie sur une certaine participation et autonomie de base... L'exemple yougoslave est étudié avec intérêt encore plus ouvert par les pays nouvellement indépendants politiquement et en voie de développement économique : les Algériens, les Marocains (Ben Barka a passé de longs mois en Yougoslavie !)... Ainsi, l'humanité marche en avant, en tâtonnant, en cherchant, par des demi-succès et par des échecs, en gardant un souvenir profond de ses blessures mais aussi un sens toujours vif d'espoir et de justice...

Le jour où des aspirations populaires, désir de justice et refus d'exploitation, rencontreront une conscience aussi aigüe de la réalité économique et sociale ainsi que des exemples et des leçons de gestions collectives passées et présentes — ce jour, les masses accompliront peut-être un nouveau pas en avant.

(Texte publié dans la revue « Noir et Rouge », N^{os} 31, 32, 33, février 1966.)

tinue, simplement « épuré » d'éléments désormais inutiles ou encombrants.

Ces trois mois de troubles politiques renforcent la confusion économique née de la désagrégation rapide des structures coloniales. C'est un rappel banal que de dire que l'économie algérienne reposait tout entière sur le fait colonial : l'Algérie n'était qu'un marché pour les produits de la métropole, et une source de matières premières ; tous les rouages de l'économie étaient aux mains des Européens. Juillet 1962 et la crise de l'été provoquent leur départ massif, l'économie algérienne ou ce qu'il en reste après des années de guerre, est laissée désorientée par rapport au nouvel état politique, sans techniciens, sans cadres. Dans les campagnes, le vide est quasi total, les domaines agricoles sont « vacants » ; dans les villes la situation est un peu moins mauvaise, malgré les destructions de l'O.A.S. qui ont ajouté à la crise, et les usines conservent pour la plupart une partie au moins de leurs cadres.

Dans l'administration, et surtout dans l'administration régionale, le désordre est complet : pas de préfets, pas d'assemblées régionales (comme les conseils généraux, et les délégations spéciales). Par contre, l'armée française reste encore ainsi qu'un exécutif provisoire, aussi français. C'est dans ce vide économique et administratif de l'été 1962, et complètement à l'écart de la crise politique et

des préoccupations des différents groupes que naît l'autogestion.

Avait-elle été prévue par les cadres du mouvement de libération ?

— Le Programme de Tripoli (juin 1962) s'occupe peu des structures industrielles, en égard à la prédominance agraire du pays ; il préconise par contre ce qu'il appelle une « révolution agraire ». La possibilité de fermes pilotes d'Etat est envisagée, à la gestion et aux bénéfices desquelles participeraient les ouvriers qui y seraient employés. On peut voir là, si on veut, un embryon bien vague et bien ambigu de l'idée d'autogestion. Et le projet de programme présenté au C.N.R.A. par la Fédération de France du F.L.N. (mai 1962) demandait seulement une « collectivisation des grands moyens de production ».

En fait, dès le départ des colons, qui abandonnent la terre en sabotant parfois un matériel qu'ils ne pouvaient emporter, les fellahs ont d'eux-mêmes pris en main la culture, pour assurer la rentrée de la récolte. Et il a bien fallu que joue un minimum d'organisation, une communauté et une solidarité de base.

« Nous serions trop indulgents envers nous-mêmes si nous prétendions que cette prise en main avait été concertée, préparée depuis plus ou moins longtemps. Elle fut plutôt spontanée : la terre était là, il fallait la travailler... (les travailleurs) ont-ils été à la hauteur de leurs ambitions ? Le problème n'est pas là ; qui dans les circonstances aurait fait mieux ? » et *Révolution et Travail* ajoute cette ironique allusion à l'absence d'initiative d'un gouvernement : « Qui d'ailleurs pouvait opposer une quelconque alternative à l'action spontanée, à la création sur les tas des travailleurs ? Personne. Ou plutôt si : L'exécutif provisoire créa un Bureau à la protection et à la gestion des biens vacants, et lança un appel aux colons de revenir ! ». (*Révolution et Travail*, journal de l'U.G.T.A.).

Pendant ce temps, les incidents se multiplient entre paysans et responsables officiels : terres occupées, meules et granges de gros propriétaires incendiées. Les fellahs paraissent peu se soucier du « respect des biens » exigé par une Ordonnance du 24 août.

Le 5 octobre, Ben Bella, devenu président de la république algérienne, prononce un discours où il annonce la « campagne des labours » : les terres abandonnées pendant la guerre vont être livrées aux fellahs, qui assureront in extremis les labours ; les fellahs seront contrôlés par des commissions nommées par les préfets ; mais les fellahs forment leurs propres comités. Et le 22 octobre, une ordonnance reconnaît les comités de gestion pour l'agriculture ; le 23 novembre les comités des entreprises industrielles, d'ailleurs moins nombreux, sont reconnus à leur tour.

L'U.G.T.A. (Union générale des travailleurs Algériens) se développe, et ses nettes prises de position en faveur du « secteur socialiste » et de l'autogestion amènent le gouvernement à choisir l'autogestion, semble-t-il, comme un moindre mal. L'Etat algérien, alors en pleine pagaille, était bien incapable d'assurer la gestion des biens vacants. C'est ce vide, ce désordre politique qui

a justement permis à « l'action spontanée des masses laborieuses » de se développer sans trop d'obstacles.

Et le gouvernement, mis devant le fait accompli, entérine, puis régleme ; c'est l'objet des décrets des 22 et 28 mars 1963 qui donnent un cadre et des tuteurs à l'autogestion. Avec la consécration officielle vient le contrôle de l'Etat.

Ces décrets ne donnent pas du tout une image totale du fonctionnement (même théorique) de l'autogestion. Ils ne s'intéressent qu'à l'entreprise autogérée ; l'autogestion est pourtant plus qu'une simple collection d'entreprise autogérées. Toutefois, rien dans ces décrets sur les liens pouvant exister entre entreprises, du point de vue de la planification générale, ou du point de vue du financement ; comme si, lorsqu'on expliquait l'autogestion au travailleur algérien, on la réduisait à sa participation à l'entreprise.

L'entreprise autogérée algérienne comprend plusieurs rouages, par lesquels doit s'exprimer la volonté des travailleurs de l'entreprise. Qui contrôle ces rouages, d'après la structure qu'on lui a donnée ? et quelle est la compétence du rouage en question, quels pouvoirs lui accordet-on ? Partons de la base (c'est bien le moins qu'on lui doit).

L'Assemblée générale des travailleurs : Le principe est celui d'un contrôle direct et total des travailleurs, à un détail près : seuls les travailleurs permanents de l'entreprise ont voix au chapitre, il est donc important de savoir qui est travailleur permanent (en dehors même du caractère discutable de cette règle). Cette question n'est malheureusement pas de la compétence de l'Assemblée, et c'est plus loin que nous verrons qui décide de la qualité de « travailleur permanent ». La compétence de l'Assemblée est en principe grande, mais se ramène techniquement à peu de choses : approuver les comptes, le règlement intérieur, le plan de production de l'entreprise. En fait, les travailleurs sont invités à passer la main à l'organisme supérieur et à dire oui de temps à autre.

Le Conseil des travailleurs : n'existe pas dans les petites entreprises ; de 10 à 100 personnes, il se réunit tous les mois.

Le comité de gestion : 3 à 11 membres élus par le Conseil. Eux aussi élus pour trois ans, avec renouvellement par tiers tous les ans ; conséquences pratiques : l'Assemblée générale désirent changer le personnel de ce Comité devra d'abord mettre deux ans pour changer la majorité du Conseil ; cela fait, les nouveaux élus au Conseil mettront deux ans pour changer la majorité du Comité, trois ans pour en changer la totalité ; en tout, quatre à cinq ans avant que le contrôle de la base s'exerce.

Le rôle du Comité est plus important que celui du Conseil : c'est lui qui élabore le plan de production et le règlement d'organisation du travail, qui prend toutes les décisions relatives à l'équipement de l'entreprise et à la commercialisation de la production. Décisions limitées : le Plan de l'entreprise respecte le Plan général de Production (ce qui en un sens se comprend) et la commercialisation est soumise aux décisions du circuit d'achat ; l'équipement est

soumis concrètement au bon vouloir des circuits financiers, et nous le verrons, tout cela échappe au contrôle des travailleurs.

Enfin, les deux sommets de l'entreprise autogérée, le Président et le Directeur. Le Président, élu tous les ans par le Comité de Gestion, représente ce comité : ainsi c'est lui qui contre-signe tous les procès-verbaux des réunions de l'Assemblée, du Conseil et du Comité de Gestion, c'est lui qui représente l'entreprise auprès des tiers, ou en justice. Tout ce travail pourrait être fait « collégialement », nous dirions par un collectif, ou même directement par le Comité de gestion dont le nombre de membres n'est pas considérable.

Le Directeur « représente l'Etat au sein de l'entreprise » (il est nommé et révoqué par l'O.N.R.A., office national de la réforme agraire, donc sous contrôle total et permanent du gouvernement). Aussi, on n'a pas lésiné sur ses pouvoirs : c'est d'abord « le Pouvoir exécutif », « il assure sous l'autorité du Président la marche de l'entreprise » en appliquant les décisions prises par le Comité ou le Conseil. Mais il n'est pas que cela : il est aussi secrétaire des trois organes des travailleurs (Assemblée générale, Conseil des travailleurs, Comité de Gestion !), et donne leur forme écrite et définitive aux décisions prises, qu'il est par ailleurs chargé d'exécuter. Lui les rédige, le Président les signe. Il est aussi membre de droit du plus important de ces organes, le Comité de Gestion, où il décide si les décisions prises sont conformes aux lois, aux règlements, etc. Notamment c'est lui qui décide que le Plan est ou n'est pas conforme au Plan National. Ce n'est pas tout : en matière financière, ce n'est pas le Président qui représente l'entreprise, mais lui ; il signe, il détient les espèces, il établit la comptabilité. Sous réserve de plaintes éventuelles de travailleurs (mais non de leur contrôle, puisqu'il ne dépend que du gouvernement), toute la gestion financière technique est entre ses mains. Enfin, les articles 5 et 14 lui confient la délivrance des cartes de membres permanents, donc le pouvoir de contrôler en partie l'Assemblée. Et lorsque le Directeur estime que des travailleurs ne sont pas, selon ses critères, des travailleurs permanents (exemple : des travailleurs non munis de cartes par ses soins), « il oppose son veto », formule large qui peut signifier qu'une réunion sera interrompue, ou qu'une décision prise sera annulée au moins dans l'immédiat. Inversement, « en cas de carence du Conseil, le Directeur peut se substituer à lui ».

On peut dire, du point de vue du contrôle, que l'organisation de l'entreprise autogérée est à l'image d'une pyramide assez pointue, et comme aurait dit Lapalisse, plus elle est pointue, plus le sommet est éloigné de la base. De toutes façons, le Directeur, que les statuts essaient vainement de présenter comme un simple agent technique d'exécution, et qui a en droit de larges pouvoirs de décisions et en fait la possibilité de les accaparer presque tous, tout en partageant le sommet avec le Président, n'est même pas élu indirectement par les travailleurs comme lui.

— du point de vue de la capacité des organismes, plus on s'élève dans les rouages, plus les pouvoirs s'élargissent. Mais, même si cela est déjà gênant, ce n'est pas le plus grave : Une autogestion limitée à l'entreprise, à moins qu'il s'agisse du départ d'un mouvement des travailleurs eux-mêmes, risque de devenir une parodie de l'autogestion. Or, tout ce qui dépasse un peu le niveau de l'entreprise échappe totalement aux travailleurs : sur le plan de la coordination de la production globale, et sur celui de la coordination financière, du soutien financier.

Là où le lien de coordination est le plus impérieux, c'est au niveau de l'établissement d'une planification générale et du découpage du plan par secteur et par entreprise. Mais qu'entend-on par planification ? Autrement dit, qui va se charger de cette planification ? Les travailleurs, par l'intermédiaire de fédérations régionales ou techniques ? Non, en Algérie la réponse est autre : « Nous voulons organiser les rapports inter-industriels dans un contexte national. Cette institution prendra des formes d'organisation différentes, le principe étant que le rôle de l'Etat doit y être prépondérant » (exposé de Boumaza, 11-12-63).

Le gouvernement se charge de la coordination, qu'il délègue à une série d'organismes variés, et même hétéroclites. Ces organismes sont tous contrôlés par lui et peuplés d'adversaires convaincus de l'autogestion. Aussi, étudier la coordination sur le plan national des entreprises autogérées revient bien souvent à étudier le plan de sabotage de l'autogestion. Ce sabotage est évident dès le départ, à la fois en ce qui concerne la coordination générale, c'est-à-dire le plan, et aussi la commercialisation et le financement.

Le Conseil Communal d'Animation de l'Autogestion réunit « les présidents des Comités de Gestion, les autorités administratives de la commune et les représentants de l'O.N.R.A. (office national de la réforme agraire) » et doit « animer, coordonner et contrôler les directeurs » : la composition du Conseil met en lumière l'importance des représentants de l'Etat, sans aucune participation directe des travailleurs de la commune, puisque leurs seuls représentants, les présidents, peuvent ne pas être contrôlés par eux (voir plus haut le mode d'élection). Sur le simple plan local les travailleurs sont déjà hors-circuit. De toutes façons, ces conseils n'ont pas existé :

Cette coordination à l'échelon local est coiffée par une coordination à l'échelon national, sous la tutelle des ministères. Dans l'agriculture, principal secteur de l'économie algérienne, l'organisme tout-puissant est l'O.N.R.A. C'est une filiale du ministère de l'Agriculture, créée en 1963 pour coordonner l'autogestion agricole. En fait, cet office tient dans ses mains la vie des entreprises, puisqu'il dispose des C.C.R.A. (centres coopératifs de la réforme agraire) qui fournissent crédits, matériels, engrais, semences. Ce sont tout simplement d'anciens organismes de l'ère coloniale, les S.A.P. (sociétés agricoles de prévoyance) rebaptisées au goût du jour.

Plus intéressantes sont les Unions nationales

d'entreprises ; en voici un exemple : L'U.R.I.B.A. (union régionale des industries du bois de l'Algérois) se présente sous la forme d'une association d'entreprises, à trois niveaux : l'usine, cellule productive de base, le Complexe qui rassemble plusieurs usines dans une branche de production (comme le Complexe du mobilier, celui des emballages, etc.), enfin l'Union, qui est l'organe suprême de gestion, met à la disposition des complexes divers services, techniques, commerciaux, approvisionnement, bureaux d'étude, recherches de marchés, etc., juridiques et financiers, qu'une seule entreprise ne pourrait pas se payer. Ces unions se heurtent à des difficultés dues à l'absence de textes précis et plus complets, à l'attitude de l'organisme de tutelle (ministère de l'Industrie) et au manque de liquidités (d'après le Bulletin de l'autogestion, n° 3).

La « coordination » des entreprises est donc plus une communauté de dépendance envers l'Etat qu'un résultat de débats et de contacts à l'échelle régionale. Quant à la participation des travailleurs à cette coordination, elle n'est même pas évoquée par les textes. Si les travailleurs ne participent pas à cette coordination gestionnaire, peuvent-ils participer par le biais des entreprises à la coordination productive ? L'Etat a-t-il quelque chose à proposer, au moins les grandes lignes de la production souhaitable à l'échelle nationale ?

En matière de planification le néant est complet : dans son exposé sur la politique économique du gouvernement, Boumazza ne présente aucun plan, n'en parle même pas, ne fait que tenter d'équilibrer un budget ne prévoyant que des dépenses d'équipement fondées sur des programmes anciens dont le Plan de Constantine de De Gaulle ; il ne manque pourtant pas de se féliciter de « la socialisation croissante de l'économie algérienne ». On comprend après cela que les travailleurs n'aient pas à discuter de la coordination de la production puisqu'il n'y en a pas. Mais alors le veto du Directeur de l'entreprise autogérée qui devait en principe sauvegarder la ligne générale de l'économie dans l'entreprise, ou bien ne sert à rien, ou n'est qu'un moyen de dirigisme. Enfin l'économie algérienne reste une économie de marché, et ce fait est une source de difficultés considérables pour l'autogestion, puisqu'il conditionne et sa commercialisation et son financement.

La commercialisation échappe aux travailleurs. On peut distinguer la commercialisation à l'intérieur du pays et à l'extérieur : à l'intérieur elle dépend des C.O.R.A. (coopératives de la réforme agraire), émanations du ministère. Pour l'extérieur, elle dépend de l'O.N.A.C.O. (office national de commercialisation) qui a le monopole de l'importation pour l'agriculture.

Les prix du marché et la concurrence du secteur privé obligent les Comités de Gestion à se conduire en capitalistes dans leurs transactions courantes. Les entreprises autogérées ne bénéficient d'aucun privilège dans les marchés de l'Etat, ce qui est pour le moins étonnant dans un pays socialiste. Les Comités de Gestion sont écartés de la commercialisation, et il n'y a pas d'organisme à l'échelon régional qui la contrôle.

Le résultat est que les Comités ne peuvent faire aucune prévision sur les revenus de l'entreprise : « Nous, paysans et ouvriers de l'autogestion, sommes convaincus que nous ne pourrions nous en sortir et aller de l'avant que si les C.O.R.A. et l'O.N.A.C.O. sont entre nos mains, comme l'est déjà la production... Nous ne pouvons résoudre le problème que si chaque C.O.R.A. est entre les mains exclusives des travailleurs, et est contrôlée en permanence par les Conseils communaux » (Bulletin de l'Autogestion, n° 2).

Comme les entreprises privées, et pour les mêmes raisons, les entreprises autogérées ont besoin d'un financement extérieur ; non seulement dans les cas où elles se créent (il faut constituer un stock, acheter un terrain, des bâtiments, des machines), mais aussi, quand elles ont redémarré, il a fallu reconstituer le stock, réparer les machines, etc. Elles ont aussi besoin d'argent quand elles se développent : avant que les investissements rapportent, il faut emprunter, soit emprunter le travail supplémentaire nécessaire, si l'argent a été supprimé, soit acheter ce travail avec l'argent emprunté. Il y a enfin le cas où une entreprise momentanément gênée dans sa trésorerie peut avoir besoin d'un prêt à court terme pour se « dépanner ». Ce rôle de prêteur aux entreprises peut être rempli par des caisses fédérales directement contrôlées par les entreprises autogérées. Ou bien, en système semi-capitaliste, par des banques ; c'est cette dernière solution qui a été choisie en Algérie (Décrets de juin 1964).

Nous avons parlé de système semi-capitaliste (entreprises autogérées + banques). Si on considère les banques d'Etat comme des institutions socialistes quand l'Etat est socialiste, notre expression était fautive. Mais l'Etat, quelle que soit son étiquette, est l'expression collective de la classe dirigeante ; une banque d'Etat est une banque capitaliste qui, à la différence des banques privées, est contrôlée par les capitalistes en tant que collectivité, au lieu d'être laissée à quelques-uns d'entre eux ; peu importe que le capital soit entre leurs mains parce qu'ils sont propriétaires, ou parce qu'ils sont l'Etat.

Quoi qu'il en soit, le système algérien avait une qualité : il n'y avait pas besoin de créer quelque chose car ces banques existaient déjà, alors que si les entreprises autogérées avaient eu leur propres caisses, il aurait fallu trouver un personnel qualifié, des comptables, ce qui n'est pas facile. Mais il avait à nos yeux un grand défaut, il n'était pas socialiste, loin de là, il mettait les caisses et le mécanisme financier du secteur autogéré dans les mains de ses ennemis néés.

Une banque de l'autogestion avait d'ailleurs déjà été demandée par le premier congrès du secteur industriel autogéré en mars 1964 ; elle pourrait correspondre à un désir des travailleurs d'avoir « leur banque ». Et on imagine bien que cette banque n'ait de banque que le nom et le rôle technique, mais qu'elle soit une espèce de caisse fédérale, passant par telle ou telle modalité, sous le contrôle effectif des travailleurs de l'autogestion.

En réalité, il n'a été nulle part question d'un

statut de ce genre, et le problème, pourtant capital, du contrôle de la banque n'a même pas été posé.

L'autogestion en Algérie (et sans doute dans tous les pays sous-développés) ne posait pas seulement le problème de la révolution, mais en même temps celui du décollage économique. Le marasme du tiers-monde est lié à son pillage économique par les classes dirigeantes locales, autrement dit le néo-colonialisme. Actuellement en Algérie, c'est la « France » relayée par l'« Amérique ». Le gouvernement américain distribue de temps en temps du blé aux affamés. Et en échange, il contrôle les secteurs intéressants de l'économie algérienne, ainsi la Sonatrach, créée en 1964, qui a la haute main sur les questions pétrolières (le gouvernement russe envoie des avions Mig à Boumediène, en échange il bénéficie d'influence politique, et dans l'armée). Effectivement, les fellahs subsistent surtout grâce au blé américain : au mois de mai 1967 on apprenait que les U.S.A. fournissaient deux millions de quintaux de blé à Boumediène.

Contrairement à ce que répètent les bourgeois bien informés, le Tiers-Monde est riche, même si les gens y meurent de faim. Le problème est le mode d'exploitation de ses matières premières, par l'édification d'une industrie. Mais pour investir dans une industrie il faut accumuler un capital, la grande question des pays sous-développés est : comment se fera l'accumulation du capital ? Par l'appel à la « charité » des grandes nations, par la trique ou par l'élan collectif ? Peut-on dégager d'une économie agraire, un capital suffisant ?

En fait, il n'y a pas trois possibilités, il n'y en a que deux, car les classes dirigeantes des pays du Tiers Monde étant trop faibles pour tenir la situation en main, font appel aux grandes nations. La charité va avec la trique, et Boumediène et sa classe ne sont que les courtiers de Johnson (ou à un moindre degré de Brejnev) exigeant une part du gâteau — et ils appliquent aux travailleurs la loi d'airain — le minimum pour que marchent les seuls secteurs qui les intéressent ; pour le reste, la faim.

Le seul moyen pour en sortir aurait été que les travailleurs accumulent eux-mêmes le capital. Un projet de réorganisation de la Kabylie le constatait : « ...un taux optimum d'accumulation de capital qui doit être le but recherché, ne peut résulter de la contrainte subie par les travailleurs. Celle-ci entraînerait une dépolitisation... un esprit d'irresponsabilité sociale généralisée ».

L'autogestion était économiquement la seule issue. Pas le paradis socialiste pour demain, mais les travailleurs autogérés qui doubleraient la production et la livraient intacte alors qu'ils n'étaient pas payés depuis trois mois et qu'ils travaillaient le ventre creux, montraient à quel degré d'héroïsme quotidien peuvent en arriver des gens qui espèrent enfin être libérés du salariat.

En Algérie, le choix était donc ou l'autogestion agricole ou le blé américain. Les travailleurs avaient choisi l'autogestion — le blé américain, c'est Boumediène, l'armée pléthorique,

les nouveaux capitalistes. Mais les « réalistes » bourgeois prétèrent présenter l'autogestion comme une fantaisie idéologique sans intérêt et sans influence sur le développement économique. Dégagement d'une plus-value agraire pour renforcer un secteur industriel autogéré étendu dès le début au maximum, cette politique était donc une nécessité. Or, dès le départ, il en va différemment. D'abord l'autogestion n'est qu'une partie du « Secteur socialiste » de l'économie qui n'est lui-même qu'un des trois secteurs économiques de l'Algérie.

A l'intérieur du secteur socialiste l'autogestion coexiste, non pacifiquement, avec un secteur nationalisé et certains offices en « gestion directe » (gestion de l'Etat, bien sûr). Prise dans l'économie entière, l'autogestion se heurte, au sens propre, à un secteur mixte et à un secteur privé. L'importance du secteur privé va expliquer bien des déboires de l'autogestion, surtout lorsqu'on sait qu'aucune priorité n'existe pour elle.

L'économie mixte (Etat-privé) englobe la presque totalité du secteur moderne de l'industrie, avec une grande proportion de capitaux privés étrangers (exemple de société mixte : la CAMEL. C'est une société mixte, avec des capitaux anglo-français, qui liquéfie le méthane dans l'important complexe d'Arzew pour l'exporter). Quant au secteur privé, il comprend à la fois des entreprises industrielles et des propriétés foncières individuelles.

Dans l'industrie l'autogestion est nettement minoritaire. Alors que le secteur privé emploie 92 % des travailleurs, l'autogestion emploie à peine les 8 % restants soit 15.000 travailleurs. Sur 450 entreprises autogérées en 1964 il y avait seulement 4 à 6 % d'entreprises importantes (plusieurs centaines d'ouvriers), faisant partie du secteur industriel de base : essentiellement ACILOR (métallurgie), VAN (verrerie), et 3 autres. 30 % concernaient le bâtiment (trop développé par rapport aux besoins), 20 % s'occupaient de transformer les produits agricoles. Le reste, soit 45 % était composé d'unités à faible production, voisines de simples ateliers.

Car, ce qui frappe dans ces exemples d'autogestion industrielle c'est qu'il s'agit presque toujours de petites entreprises dans des secteurs économiques de peu d'importance : alimentation boulangeries, limonaderies, boucheries, biscuiteries, quincaillerie mécanique, quelques minoteries, petites entreprises, fournitures de bâtiment, papeteries, tout cela tourne autour de 100 à 200 personnes au plus. Les quelques grandes entreprises qui font partie du « secteur socialiste » ne sont pas autogérées mais gérées par l'« Etat algérien » c'est-à-dire plus prosaïquement par les clans politiques qui se partagent le pouvoir.

Pourtant la combativité et la conscience semblent être plus vives que dans le secteur agricole. Il y a peut-être plus de véritables entreprises autogérées dans le secteur industriel que dans l'agriculture et symétriquement le gouvernement n'a jamais insisté pour former des comités de gestion dans l'industrie, au contraire.

Le développement tend à se faire à l'intérieur

du secteur autogéré par une union d'entreprises de même nature, permettant une concentration et une rationalisation, et par la recherche de débouchés économiques.

À l'extérieur du secteur autogéré, on entrevoit à la faveur d'articles de « Révolution et Travail » ou ailleurs, des tentatives pour obtenir l'autogestion. Soit dans les entreprises privées, soit dans certaines entreprises nationalisées et particulièrement mal gérées.

C'est seulement dans l'agriculture que le secteur socialiste l'emporte, par la richesse des terres et la technique d'exploitation plus que par la superficie des terres cultivées. L'autogestion représente 9/10 du vignoble, 1/4 des cultures maraîchères et 5/6 des agrumes (chiffres cités par Teillac).

La majorité des bonnes terres de plaine appartenait aux Européens et à quelques très riches Algériens, et était exploitée pour la plus grande partie de sa surface sur de grands domaines avec des méthodes modernes. Les fellahs étaient repoussés sur les bords des montagnes, les plateaux, les terres sablonneuses, bref toutes les mauvaises terres à faible rendement. Ils les exploitaient par petits lopins. « Il y avait d'un côté la forêt avec le garde champêtre et de l'autre côté la terre du colon. Nous, on était sur le roc » (réponse d'un fellah à l'enquête de Rév. et Trav. : « Pourquoi la Révolution ? », 29 oct. 1965). La différence a été accentuée par les modes d'exploitation modernes. Les grands domaines exigeaient peu de travailleurs, les bonnes terres étaient peu peuplées. Les mauvaises terres étaient surpeuplées. Un domaine comme celui du Keroulis, par exemple, de 2.300 hectares n'employait que 43 ouvriers au mois, 400 ouvriers journaliers et 1.200 saisonniers seulement pour la vendange. Et dans l'arrondissement d'Aïn Temouchent, où se trouve Keroulis, on comptait en 1963 8.000 travailleurs permanents pour 20 à 25.000 occasionnels (Launay, Paysans Algériens, p. 62). Pour l'Algérie tout entière, 438.483 petits fellahs ayant moins de 10 hectares dont un quart moins de 1 hectare !

Or, rien n'a changé du point de vue de la répartition démographique : 200.000 travailleurs autogérés vivent sur les grands domaines dont la production est livrée à l'Etat (ils sont peu ou pas payés, mais ils mangent un peu), 450.000 saisonniers grattent des miettes à la porte des domaines autogérés, 450.000 fellahs ayant moins de 10 hectares sont toujours sur les cailloux et la forêt dont ils sont censés tirer leur nourriture, ce qui est, vu leur nombre, matériellement impossible même avec de meilleures structures sociales, même avec un bon matériel. Tous ces affamés continuent à regarder les gros domaines (plus ou moins autogérés). Certains partent en ville : ils grossissent le nombre des chômeurs (1 million) puisqu'il n'y a pas de travail en ville. Tout cela est justifié par une notion abstraite de « rentabilité », abstraite donc réactionnaire. Certains comités de gestion ont essayé, par le biais de la titularisation des saisonniers, de grossir le nombre des consommateurs. Le gouvernement

a réussi à enrayer le mouvement là où il existait. Ainsi politiquement le fossé se creuse entre les travailleurs autogérés et les fellahs. Un correspondant du bulletin du PRS (10 nov. 1966) en donne un exemple pour la Kabylie. Il rappelle l'état des terres : déjà pauvres, champs en friche, couche arable endommagée par les bombardements, arbres brûlés au napalm, cheptel décimé...

« Quant aux ouvriers des fermes autogérées, ils sont pris entre deux feux : un pouvoir qui les sabote et les fellahs qui les haïssent ; et parfois les ouvriers permanents gardent leurs récoltes fusil en main (exemple : ferme autogérée de Haussonvillers à 70 km d'Alger, sur la route de Tizi Ouzou). »

Ainsi des miséreux à peine ou pas du tout payés, mais qui arrivent à manger un peu par des prélèvements furtifs sur les « récoltes socialistes » empêchent d'autres miséreux, ceux-là complètement affamés, de se jeter sur les mêmes récoltes pour les consommer.

La solution économique n'est évidemment pas de faire venir tout le monde sur le domaine autogéré (surtout que la production de vin ne peut servir ici à la consommation). Elle n'est pas non plus dans une sage réforme agraire réservée aux fellahs (d'ailleurs pratiquement impossible, le mal est trop grand). Elle est, ou elle était, dans une réintégration des mauvaises terres dans le circuit économique de l'autogestion, avec évidemment une réorganisation aussi de la production des « mauvaises terres » ; une terre n'est pas forcément mauvaise pour tout, quand on a beaucoup de main-d'œuvre inemployée. Cela ne pouvait se faire que par des modes d'organisation collectifs volontaires qui pouvaient être impulsés par les domaines autogérés, mais il aurait fallu immédiatement libérer une part de la production autogérée pour la consommation en ne réservant que le strict nécessaire aux investissements. Il aurait fallu compter sou par sou, tenir compte de la consommation et penser d'abord en termes collectivistes (cf. Rapport de la commission pour le développement de la grande Kabylie, 20 mai 1961, annulé par le comité central du F.L.N.).

Mais la classe dirigeante pense d'abord à elle-même, elle gaspille l'argent, et les investissements qui se font sont : ou étrangers, et dans ce cas ils sont grandioses mais superficiels et ne permettent pas un démarrage économique collectif (pétrole) — ou bien ce sont des investissements « folkloriques » sans perspectives (ateliers de poteries ou de meubles berbères en Kabylie — on produit du pittoresque pour les maîtres). L'imprévoyance de nouveaux riches grisés par leur succès qui caractérise la nouvelle classe dirigeante algérienne se retrouve en ce qui concerne non les modes de production, mais la production elle-même.

360.000 hectares de vignes (dont 330.000 dans le secteur autogéré) donnent près de la moitié de la production végétale algérienne (13 millions d'hectolitres par an). Production inutile à la consommation intérieure (à cause des préjugés religieux, et de toute façon, on ne se nourrit pas d'abord de vin). Si on arrive à l'ex-

porter, elle est d'un bon rapport (elle rapporte 50 pour cent des devises du nouvel Etat algérien).

Mais si la bourgeoisie française acceptait de freiner la production en France, pour faire rentrer celle des gros colons, elle allait se faire tirer l'oreille pour consentir la même préférence en faveur de ses concurrents algériens. D'autant plus que même dans les pays gros consommateurs, la consommation de vin est partout en baisse lente mais régulière. Comme les domaines autogérés ne sont pas équipés pour garder le vin, la majeure partie de l'effort de production du secteur clé de l'économie algérienne sera perdue.

La place même attribuée à l'autogestion agricole, la plus importante, dans l'agriculture algérienne, était donc une position fautive. Il fallait unifier la condition des paysans ou voir se creuser un fossé entre l'autogestion et les petits fellahs, une minorité et une majorité.

Pour illustrer ce bilan, prenons quelques exemples, d'abord dans l'agriculture, ensuite dans l'industrie.

D'abord celui du domaine « Zaïr Houari » situé à une trentaine de km à l'Ouest d'Oran, au bord de la plage « les Andalouses », commune d'El Ançor, donc dans la région côtière, la plus favorisée en Algérie ; 1.756 ha, domaine moyen pour la colonisation. A cet avantage géographique s'ajoute la diversité des cultures : vigne, céréales, cultures maraîchères, arbres fruitiers, horticulture, tout cela irrigable grâce à une source qui appartient au domaine.

Le domaine est donc autogéré depuis le 1^{er} octobre 1963. Le nombre des travailleurs est de 60 permanents et de 45 à 150 saisonniers, selon les campagnes de cultures. On voit là encore que la majorité des ouvriers n'est pas représentée à l'Assemblée et aux autres organismes d'autogestion, situation commune à tous les saisonniers de l'autogestion agricole. Comment fonctionnent les rouages de l'autogestion ? « Les travailleurs élisent le Président en Assemblée, ce Président, un ouvrier, élu pour un an, distribue le travail. L'Etat nomme un chargé de gestion, qui se charge de l'administration. L'ouvrier touche un salaire journalier de 8 F, le chauffeur de 13 F, le jardinier de 22 F, le Président de 20 F. Le Chargé de gestion a un salaire mensuel de 500 F (soit 20 F par jour). Les ouvriers travaillaient et habitaient au domaine avant l'indépendance. Le Chargé de gestion est un technicien agricole formé par les Français, il n'est pas du village, mais du département. Il est très aimé et écouté des ouvriers. L'ex-Président a été assassiné un soir d'orage. L'actuel Président est complètement invisible. Il roule en 404. Il est rarement au domaine ».

Voici quelques déclarations recueillies par R. et T. auprès d'un travailleur depuis toujours au domaine (70 ans) : « Nous avons la liberté et l'autogestion... nous travaillons pour nous », et plus loin : « Maintenant tout est à nous. Le bureau nous est ouvert toute la journée. Nous y tenons nos réunions, nous recevons des explications et donnons nos conseils sur les travaux à entreprendre, labours, sulfate, taille, se-

mences, etc..., et on nous écoute, et on en tient compte. » (Rév. et Trav. 29-4-65).

Un indice intéressant peut être le climat des rapports Chargé de gestion-ouvriers ; ces rapports étaient bons et le Chargé de gestion semble un ouvrier parmi d'autres (on a vu que son salaire n'était guère élevé). Par contre, dans la même région, on voit certains Chargés de gestion se comporter en patrons d'entreprise, le Chargé de gestion étant le seul à parler couramment français, c'est surtout avec lui que nous pouvions parler longuement. Sur le plan des structures, il confirme (ce qu'avait dit Rév. et Trav. 3 mois auparavant) : « Les suggestions des ouvriers sont soumises à l'Assemblée des travailleurs qui a lieu régulièrement en présence du Comité. » Ce qu'il nous dit du fonctionnement du domaine est moins encourageant : le domaine possède certes ses propres spécialistes (Rév. et Trav. l'avait fièrement souligné), mécaniciens, soudeurs... mais l'approvisionnement en pièces de rechange est de plus en plus difficile. Les succursales des maisons de matériel agricole ne les vendent que si on les paie rapidement, or le domaine est toujours à court de disponibilités. « Pourtant, c'est le quatrième domaine où je suis affecté, dit-il, et c'est le premier qui a sa comptabilité en équilibre. » Les trois autres étaient des domaines à monoculture, vigne ou céréales.

D'où viennent les difficultés ? De la commercialisation, et l'on retrouve les maux communs à toutes les entreprises autogérées en Algérie.

Nous apprenons ainsi qu'une partie du vin de l'année précédente est encore stockée sous les hangars, et les procédés de stockage étant rudimentaires, il y aura sûrement des pertes. Et le vin n'est pas seul en cause ; un mandataire privé propose un jour d'acheter un lot de tomates pour 12 millions de Francs. Après consultation du commissaire de l'O.N.R.A. à Oran (qui supervise toute opération du Comité avec l'extérieur), il ne peut que refuser et envoyer le lot, suivant le processus normal, à la C.O.R.A. d'Oran (qui s'appelle Légum-Coop). Au bout d'un mois, on apprend que la vente du lot rapporte au Comité 2 millions d'A.F. On peut se demander ce qu'est devenue la différence entre 12 et 2 millions. Il n'est pas étonnant après cela d'apprendre qu'un domaine pourtant riche, où les ouvriers travaillent dur, et bénéficiant de conditions favorables assez rares en Algérie peut tout juste boucler son budget, et que son Chargé de gestion se prononce pour un retour à la libre entreprise.

Quelles sont les conditions de travail ? Les ouvriers sont payés irrégulièrement, en général, et ils ne sont pas tous logés au domaine ; il faut tenir compte de plusieurs faits : les dimanches et jours de fêtes ne sont pas payés, la sécurité sociale et les allocations familiales n'existent pas (Rév. et Trav. signale que les travailleurs ont créé une caisse mutuelle, dans laquelle ils versent selon ce qu'ils peuvent entre 1 DA et 5 DA par mois, ce qui permet de venir en aide à chacun en cas de coup dur ou de maladie). Les avantages en nature, dont font état ceux qui parlent de l'autogestion, sont

pure illusion, car les produits du domaine consommés sur place par les travailleurs leurs sont vendus, en avances sur leur salaire. Mais surtout, sauf pour les enfants, l'effort d'éducation est inexistant. Le Conseil communal d'animation de l'autogestion n'existe pas, les travailleurs, pour la plupart analphabètes, sont laissés à leur sort : pas d'alphabetisation, encore moins de cours de perfectionnement. Tous sont à l'U.G.T.A., et pourtant, quand on leur demande ce qu'ils pensent du Bulletin intérieur de l'Autogestion, ils nous répondent : « Qu'est-ce que c'est ? »

Pour conclure, un domaine où l'on retrouve les difficultés habituelles, mais où ces difficultés sont à peu près compensées par des conditions géographiques et techniques assez rares en Algérie ; cela donne un budget en équilibre, un fonctionnement suffisamment régulier pour qu'ils suscite des convoitises, et c'est pourquoi, depuis deux mois, le domaine est passé sous le contrôle de l'Armée, l'A.N.P., une fois baptisé Coopérative agricole d'Anciens moudjahidines, comme beaucoup d'autres ces derniers temps. Le Chargé de gestion a été muté, le Comité de Gestion dissout.

1) L'entreprise « Laimèche Ali » à Tizi-Rached

La commune de Tizi-Rached se trouve en Kabylie, dans une région très combative pendant la guerre, et de ce fait très durement touchée (morts, destructions, « regroupements » par l'armée française). C'est là qu'est organisée, avant l'indépendance, la coopérative Laimèche Ali qui fournit du matériel de construction pour le bâtiment.

Au départ, en 1962, 50 artisans ont apporté chacun 10.000 A.F. En 1963, le parti leur accorde une aide en matériel et en crédit. La municipalité donne les bâtiments de l'ancienne S.A.S. (bureaux de l'armée française pendant la guerre) qui sont transformés en ateliers, magasins, réfectoires, bureaux. Une banque prête 6 millions d'A.F., tandis qu'un emprunt souscrit auprès de la population rapporte 2,5 millions d'A.F. (l'importance de cet emprunt près d'une population ruinée s'explique par le désir de sortir du marasme, et par le fait qu'il y a eu des réunions d'information). En septembre 1963, de nouveaux ateliers ont été construits (menuiserie, électricité, forge, soudure, serrurerie, plomberie). L'entreprise produit des briques, des parpaings, montants de portes et fenêtres, ferronneries, etc., emploie 240 ouvriers, et peut désormais produire tous les matériaux nécessaires à la construction. En 1964 elle a acheté du matériel moderne et emploie 406 ouvriers.

Organisation : les membres de l'assemblée générale des ouvriers élisent un comité de gestion ; sont membres de l'A.G. les artisans ayant adhéré et les manoeuvres au bout de six mois. Le comité de gestion comprend de 9 à 13 membres, est élu pour un an et doit diriger l'entreprise ; il se réunit après le travail. Le comité emploie un comptable, et des ingénieurs pointés, payés un million par mois à

leur ambassade. Les horaires de travail sont 6 h à 12 h et 14 h à 17 h, avec une heure donnée à la coopérative.

Répartition des avantages sociaux : les salaires (fixés par le comité de gestion) varient entre 25.000 et 45.000 AF par mois. Les ouvriers sont nourris midi et soir ou logés. Après le bilan, il est envisagé une augmentation de salaire, et une embauche supplémentaire. Les travailleurs ont demandé et obtenu des cours d'alphabetisation dispensés par un moniteur français (2 heures par jour). Enfin, le comité se charge d'envoyer des jeunes à l'école de F.P. du bâtiment, ou à l'école d'infirmiers.

L'entreprise a eu de graves difficultés financières, car au début 1964 le comptable est parti à l'étranger en emportant la caisse, chose courante à cette époque. Du point de vue de l'organisation, un président du C.G. a déjà été démis de ses fonctions par l'A.G. car il voulait réduire le nombre des membres et utiliser les manoeuvres comme main-d'œuvre salariée. Cependant, cela n'empêche par les ouvriers (certains avaient travaillé en France et milité dans la C.G.T., et forment maintenant les paysans kabyles) d'avoir de nouveaux projets : une fabrique de carreaux, la construction d'une cité pour les travailleurs venant de loin. Ces projets en accompagnent d'autres à l'échelle de la commune : une huilerie-savonnerie, une auberge de jeunesse, de nouvelles routes et un hôpital dont la gestion comporterait des représentants de la commune, de l'entreprise Laimèche Ali de la coopérative agricole et du personnel hospitalier.

2) SIATEM (Algérois) : Entreprise d'aliments pour le bétail

(« Révolution et Travail », 17 mars 1966.) 50 à 100 ouvriers — départ très dur (décembre 63) il a fallu 3 mois de travail bénévole pour nettoyer les machines — fabrique des aliments pour le bétail à base de pulpe de caroubes, mais la graine permet de fabriquer un produit de remplacement de la matière plastique pour les films ou même de l'insuline. La société a étendu sa production à des éleveuses pour la volaille, des broyeurs, des silos. Elle dispose de quatre magasins de vente.

— en 1 an elle traite 16.000 quintaux de caroubes vendus + 200 tonnes de graines vendues à une société suisse.

— perspectives : augmenter les exportations qui semblent très possibles et même souhaitées, couvrir les besoins du secteur agricole autogéré en aliments composés et coordonner la production avec deux autres moulins autogérés (Tamzali à Alger et Tiar à Mostaganem) ce qui permettrait de mettre sur pied une entreprise très viable.

3) Huileries modernes (ex-Tamzali, Algérois).

Autre exemple de sabotage par le renforcement de l'industrie privée au détriment du secteur autogéré. Celui des célèbres huileries Tamzali maintenant Huileries modernes.

170 ouvriers — capacités de production 4.000 à 5.000 kg d'huile raffinée toutes les 24

heures. Matériel ultra-moderne : alimente les grossistes de la région de l'Est et Sud Constantinois, le Sud Algérien, l'Algérois et aussi l'armée, l'A.N.P. On comprend que sa mise en autogestion fasse comme on dit « mal au ventre de certains ». Mais les Huileries Modernes ne fabriquent que de l'huile et pas les produits dérivés : savons et savonnettes. Par contre les concurrents privés (Lesieur notamment) fabriquent huile et savons. D'où un chantage facile auprès des grossistes : s'ils veulent acheter le savon, il faut qu'ils prennent l'huile avec.

La riposte était facile à trouver : le comité de gestion des Huileries modernes a demandé l'agrément d'installation d'une savonnerie. Mais le projet est sans réponse depuis deux ans, et Lesieur qui importait ses savons, a obtenu le même agrément pour l'installation d'une savonnerie (« Révolution et Travail », du 24 mars 1966).

Voilà donc un des cas où une entreprise autogérée qui, du point de vue économique est viable, se heurte à une concurrence privée qui a partie liée avec des organismes gouvernementaux.

4) Papeteries et cartonneries.

Aux papeteries et cartonneries modernes d'El Harrach — autogérées depuis 1963, outillage moderne abandonné sur place par la direction — les ouvriers spécialisés qui ont démarré l'usine « ont eu la sagesse » de faire des commandes de pièces de rechange à l'avance. 109 ouvriers. Production décembre 1963 : 300 tonnes ; fin 1964 : 6.700 tonnes ; fin janvier 1965 : 7.410 tonnes. Deux détails intéressants :

— en 1965 « un président du comité de gestion jugé peu valable à l'expérience fut écarté » (la suite apprend qu'il ne fait plus partie du comité) ;

— toujours en 1965 les travailleurs se permettent même le luxe de venir en aide à d'autres comités de gestion en difficulté... (500.000 D.A. en tout, c'est-à-dire 50 millions d'anciens francs.

Outre ces dépenses ils ont versé, en 1964, 370.000 D.A. au Fonds national d'investissements (Révolution et Travail », n° 107, 10 mars 1966). Les travailleurs des papeteries d'El Harrach ont l'air de ne pas respecter outre mesure les décrets de mars puisqu'ils ont versé plus pour la solidarité avec d'autres autogestionnaires qu'au Fonds national d'équilibre de l'emploi. On les comprend : au moins ils savent où est passé l'argent.

5) S.A.T.A.C. (Société algérienne de transports automobiles en commun)

4 octobre 1963 : nationalisation et élection d'un comité de gestion de l'entreprise de transports en commun Saïac - Transports Colonel Lotti. (« Révolution et Travail », n° 93, 17-6-65).

Les T.C.L. exploitent 3.000 km de lignes (35 lignes régulières reliant Alger à l'intérieur du pays), et disposent de 137 véhicules, dont 32 achetés par le comité de gestion. L'entreprise

présente un bénéfice net de 540.000 D.A. Aussi le ministre des transports Zaïbek déclare : « Vous venez de prouver que l'autogestion est une réussite, ayez toujours confiance en elle ».

LES TRAVAILLEURS ET LA CLASSE DIRIGEANTE

Nous avons comparé les comptes rendus de quatre congrès. Les précongrès des travailleurs de la terre de Blida, de Tiaret, d'Alger (Algérie dans « le Monde », nov. décembre 1964, citant « Révolution et Travail ») et le Congrès général de la Fédération des travailleurs de la terre (compte rendu dans « l'Algérie caporalisée » de D. Guérin).

Résumons les critiques faites par les travailleurs, elles montrent leur niveau de conscience.

D'abord les critiques sur le parachutage : celui des pseudo-présidents de comités de gestion, celui de pseudo-délégués à ces congrès même, qui débouchent sur une critique de la commercialisation bureaucratique par les SAP (voir plus haut) et sur une critique de la tutelle incapable exercée par l'Office National de la Réforme Agraire.

« Les fonctionnaires de l'ONRA nous viennent en 404 et nous disent qu'il n'y a plus d'argent pour employer les ouvriers chômeurs... Frères, je suis délégué du pauvre ouvrier, je ne suis pas délégué du ministère de l'Agriculture. Cette fédération doit être la fédération des ouvriers de la terre, et non la fédération du ministère de l'Agriculture. » « L'ouvrier est persécuté par la SAP. Nous travaillons mieux qu'eux, de l'aube jusqu'à 9 h du soir, et nous réussissons le socialisme qu'ils veulent détruire. » « Il faut que l'ONRA et les chargés de gestion mettent fin à leurs interventions dans les affaires des ouvriers. »

Mais la critique s'élargit :

Des mesures sont proposées qui montrent que certains délégués ont vu le danger de coupure de l'autogestion et de la paysannerie pauvre : « titularisation des ouvriers saisonniers après six mois de présence (pour éviter les « saisonniers à vie » sans droits d'autogestionnaire). « Aider les pauvres paysans de 5 ha. » « Créer des Unions paysannes et des coopératives de consommation, ce qui permettrait d'éliminer les spéculateurs. Alliance des ouvriers des villes et des campagnes pour lutter contre les « nouveaux colons ».

Et le problème du pouvoir : « Le point important, frères, c'est qu'il faut installer un contrôle strict sur tous, de l'ouvrier jusqu'à Ben Bella. » Nous voulons un syndicat révolutionnaire et fort qui impose nos propres décisions. » (Interview : « Révolution Africaine », 7 août 1965.)

Le problème de la planification fédéraliste a été vite vu, et dès mars-avril 1964, un éditorial de Révolution et Travail déclarait :

« A l'heure actuelle chaque unité de production vit ses problèmes particuliers ; les perspectives d'une solidarité agissante d'où doit se dégager une action positive concertée restent par conséquent limitées — or, c'est, par la liaison

étroite entre eux que les comités de gestion pourront envisager les problèmes à l'échelle nationale. Du prochain congrès de l'autogestion industrielle doit nécessairement sortir un organisme permanent. »

Un tract signé « Comité de défense des acquis de la Révolution socialiste » circulant à Alger dans les jours suivant le 19 juin déclarait :

« On ne peut prétendre construire le socialisme en maintenant les privilèges d'une minorité de bourgeois et de bureaucrates qui tirent leur opulence de la misère du peuple. Pour réaliser le socialisme, il faut développer l'autogestion, donner la terre à ceux qui la travaillent, il faut chasser tous les patrons, supprimer tous les privilèges (...). Ouvriers, paysans, pauvres, djounouds, fonctionnaires :

— organisez le contrôle ouvrier de la production capitaliste.

— Empêchez toute atteinte aux Décrets de mars.

— Emparez-vous des terres de féodaux et distribuez-les. »

(Cité par Prioré, « Lutte des classes et syndicalisme en Algérie », automne 65).

Mais la critique d'ensemble la plus dure parce que globale fut celle d'un délégué au congrès général des travailleurs de la terre :

« Frères, 63 comités de gestion m'ont chargé de dire que nous sommes encore colonisés par les bourgeois. »

Qui sont ces bourgeois ? Laissons de côté la petite bourgeoisie pour nous occuper des gros. Les chiffres sont rares à leur sujet. Chaliand estime que 25.000 gros propriétaires possèdent plus de 50 ha. Une brochure de l'ORP (La Révolution socialiste triomphera en Algérie, p. 22) donne 8.500 gros propriétaires de plus de 100 ha pour 2.800.000 ha. Avant l'indépendance il y avait 8.499 propriétaires musulmans (plus de 100 ha) qui tenaient 1.688.800 ha.

Dans l'industrie, 7.000 à 8.000 entreprises algériennes emploient une main-d'œuvre salariée, extra-familiale (là-dessus il y en a évidemment de plus ou moins grandes). Le chiffre de 8.000 familles (sur 10,5 millions d'habitants en 1964) accaparant l'appareil d'Etat et l'armée, avancé par l'ORP dans sa brochure doit être assez près de la vérité. D'après la même source ces familles absorberaient 35-40 p. 100 du revenu national. Le chiffre paraît énorme. Pourtant, quand on voit à la fois la faiblesse du revenu national (on en enlève évidemment les bénéfices exportés par les capitalistes étrangers), la faiblesse de la consommation des paysans et des chômeurs, et le gaspillage inouï de l'actuelle classe dirigeante, on se demande si ce chiffre n'est pas exact (l'armée dépenserait à elle seule 1/3 du budget).

Il expliquerait que les seuls investissements en ce moment soient ou directement faits par l'étranger (cf. U.S.A. pour la SONATRACH) ou pour l'armée. Pour le reste, les sommes proposées par les budgets disparaissent mystérieusement. Il y a des classes dirigeantes qui investissent. En Algérie même pas.

Comparons ces chiffres avec ceux donnés par Chaliand pour l'appareil d'Etat au 1^{er} avril

1963. Il comptait 70.000 personnes dont :

a) 13.729 fonctionnaires français au titre de la coopération ;

b) 22.182 cadres algériens promus des écoles d'administration coloniale ;

c) 34.097 cadres FLN.

Mais pour la répartition, on avait :

1) cadres d'élaboration et de décision : 43 % catégories A et B contre 57 % FLN ;

2) cadres de gestion : 77 % catégories A, B, contre 23 % FLN ;

3) cadres subalternes : 15 % catégories A, B, contre 85 % FLN.

Le pouvoir de décision et d'exécution appartenait donc à quelques FLN, entourés de beaucoup de bureaucrates professionnels.

D'ailleurs, l'étiquette FLN est loin de signifier ne serait-ce qu'une vague option révolutionnaire, puisqu'aux dires des officiels eux-mêmes, le parti FLN n'existe pas vraiment encore. Les FLN des cadres subalternes sont donc des gens qui sont entrés au parti pour avoir un poste de gratte-papier.

Pour l'ensemble de la classe dirigeante, Chaliand arrivait à 50.000 individus. En tenant compte des doubles et triples emplois, cela doit aller et correspondre aux 8.000 familles, si la famille est envisagée au sens large qu'elle a en Algérie (et même en France chez les dirigeants !).

Or, cette classe n'a pas changé, de Ben Bella à Boumediène, contrairement à ce que certains théoriciens voudraient faire croire.

Un leader trotskyste, « Abdelkrim » Pablo, présente ainsi les positions de l'ORP :

« D'un très intéressant document programmatique de l'ORP qui circule actuellement en Algérie parmi les cadres, on dégage clairement l'impression que le haut niveau idéologique de sa direction lui épargnera des erreurs fatales... »

« La ligne générale des révolutionnaires socialistes vise donc à faire reprendre sa marche en avant à la Révolution algérienne, menacée de confiscation, de stagnation, de recul, par des castes bureaucratiques. Elle vise à défendre les acquis aussi bien de la Révolution socialiste que de la Révolution nationale et démocratique. Avant le 19 juin... le pouvoir, malgré ses faiblesses, appliquait jusqu'à un certain point une orientation conforme à ces deux objectifs. »

C'est pourquoi les révolutionnaires socialistes dans leurs majorité soutenaient encore ce pouvoir d'Etat qui était combattu au contraire ouvertement par la bourgeoisie réactionnaire liée à la réaction extérieure. »

Ainsi, avant le coup d'Etat de Boumediène, l'Etat était plutôt révolutionnaire, après le coup d'Etat, la situation était retournée, l'Etat devenait bourgeois ; la position que devaient prendre les « révolutionnaires socialistes » était claire : avant le coup d'Etat, ils avaient soutenu (au besoin « critiquement ») le nouvel Etat algérien. Après le coup d'Etat, ils passaient dans l'opposition. Malheureusement, cette opposition entre la ligne de l'Etat algérien de Ben Bella et celui de Boumediène ne tient pas debout.

Voici deux citations particulièrement significatives :

« L'ANP. est l'instrument essentiel de cet Etat (...). Nous pourrions donc dire en cette deuxième année d'indépendance que notre armée est à la hauteur de notre peuple, à la mesure de nos espérances et nous ne l'avons jamais considérée comme un danger pour nos amis... Nous faisons nôtre l'adage qui dit : Une révolution sans parti, c'est un troupeau sans berger. » (Discours de Ben Bella, 1-11-64).

« Aujourd'hui l'ANP est unifié : cette unité la renforce et la rend capable de venir à bout de toutes les difficultés qui restent à surmonter et surtout de toute force rétrograde qui se dresserait sur le chemin de la Révolution (...). Nos casernes sont des ruches d'efforts, de discipline et d'épanouissement... » (Déclaration à « El Djeich » du ministre Boumedienne, même date.)

A travers les métaphores agraires des leaders la même ligne politique est dégagée, celle d'un « socialisme des casernes ». Le refus de voir l'unité de la répression par le développement de l'Etat algérien amène des organisations comme l'ORP à des jugements pratiques de ce genre : « Un certain nombre de mesures positives ont été prises par le nouveau pouvoir dans le domaine économique et social, sur le plan de la lutte anti-impérialiste et sur le plan des libertés démocratiques. » Elle note que les relations U.R.S.S.-Algérie étaient maintenues et que le pouvoir « évoluait à gauche ». En conclusion, elle « appelle à une solution démocratique et pacifique à la situation créée par le 19 juin » par des « formes de luttes légales » (La Révolution Socialiste, revue théorique du parti d'avant-garde ORP, 1967, numéro 1).

Le sabotage de l'autogestion devient plus évident, avec beaucoup d'autres choses, et il faut être bien aveugle pour ne pas voir que de 1962 à 1968, c'est le même Etat algérien qui se renforce, composé du même personnel technique, dirigé par les mêmes couches sociales.

« Du point de vue économique, les mesures d'intérêt national prises par le régime sont loin d'être négligeables (...). S'il fallait caractériser le bilan du nouveau régime par une formule, nous dirions que le colonel Boumedienne est en train de construire l'Etat », avoue Chaliand (Partisans, juil.-sept. 1966 avant de se demander candidement : « Il s'agit maintenant de savoir quel usage sera fait des structures mises en place. »

Ainsi on en est arrivé à la conclusion : « Quel est le pouvoir exercé par ceux qui produisent ? Aucun, pas même dans le secteur autogéré » (rapport de l'U.G.T.A., mai 1966). Est-ce à dire qu'il n'y a rien eu, que l'autogestion était juste un mot dans les discours officiels, « à l'imitation des Yougoslaves ? » Mais pourquoi imiter les Yougoslaves, jouer avec le feu ; c'est un thème dangereux que l'autogestion.

Il y a eu une lutte pour l'autogestion, avec des réalisations concrètes. Tous le monde est d'accord pour admettre qu'elle est née spontanément d'une nécessité économique. Et le soin qu'on a mis à l'officialiser, à l'étouffer, puis à la

réprimer, montre l'importance que lui ont attaché ses ennemis. Et ses ennemis, du début à la fin, ont été ceux que les travailleurs algériens ont violemment dénoncés sous l'étiquette de « bureaucrates », l'Etat algérien.

Certes, le secteur autogéré n'a pas été partout un succès économique, l'autogestion soulevait des difficultés techniques que nous avons soulignées chemin faisant. Mais, paradoxalement, les propres maux qu'on redoutait de voir si l'autogestion s'étendait sans contrôle étatique, c'est-à-dire la désorganisation économique, le pillage individuel, le féodalisme, c'est l'Etat algérien lui-même qui les étale aux yeux de tous à mesure qu'il se renforce. La plupart des Algériens actuellement sont écœurés par leur Etat. Seules l'armée et la police (surtout la Sécurité nationale), sont nombreuses et bien équipées, et, en face d'elles, la population est saignée par une guerre de huit ans. Là encore, le capitalisme français a fait beaucoup pour l'Etat algérien.

Il y a aussi les endormeurs de toutes espèces qui ont correctement fait leur travail confusionniste. Il y a eu confusion idéologique dans le FLN avant l'indépendance, mais moins qu'on ne le dit généralement ; la charte d'Alger disait : « Le principe essentiel de la période de transition est que les mêmes moyens ne peuvent être mis indifféremment au service de n'importe quelle fin. On ne peut développer une société nouvelle à partir de méthodes et de structures qui font partie du développement capitaliste. Or, le principe de la scission de la société en sphères dirigeantes qui encadrent et les masses qui exécutent est le principe même de la société capitaliste. » A partir de là, on pouvait aller loin ; mais combien approuvait vraiment ce passage de la charte d'Alger ? Et surtout parmi ceux-là, beaucoup ont encore cru que l'Etat pourrait être conservé à côté de la nouvelle société en développement, l'autogestion, et que celle-ci, sans le combattre directement, pourrait le vider peu à peu de son contenu autoritaire. Ils ont donc accepté sans protester que l'Etat naissant légalise l'autogestion, lui accorde des « secteurs » où elle était « dans son droit ». En échange, l'Etat naissant pouvait se consolider sans troubles graves.

Mais peut-on consolider, conserver un secteur autogéré sans attaquer tout ce qui n'est pas autogéré ? La tactique des « bastions du socialisme » est une tactique défensive, elle ne vaut rien ; l'autogestion ne se met pas en conserve, pas plus que l'anarchisme, ils y pourrissent. L'autogestion ne pouvait que s'étendre ou déperir, elle ne pouvait s'étendre qu'en affrontant l'Etat. Le plus tôt possible aurait été le mieux, car dès qu'un Etat se crée, il ne cesse de se renforcer. Le travail de groupes révolutionnaires était, par la diffusion d'informations réelles, d'accélérer la prise de conscience collective de cette idée : il n'y a pas les « mauvais » bureaucrates et les « bons » fonctionnaires d'Etat, il n'y a pas de coexistence pacifique possible avec l'Etat ; sa vie est la mort de l'autogestion.

(Textes publiés dans la revue « Noir et Rouge » numéro 34, 36 et 38 en 1966 et 1967.)

I. C. O.

SOMMAIRE DU SUPPLEMENT I

I. Il s'est passé quelque chose	3
II. La société capitaliste	6
III. Le mouvement étudiant	10
IV. Le mouvement ouvrier	17
V. Participation et réformes de structures	25
VI. L'organisation de la production et de distribution par les producteurs eux- mêmes	31
Annexes :	
Cinq thèses sur la lutte de classe	35
Ce que nous sommes, ce que nous voulons	37